

# Vo

JANVIER - FEVRIER 1995

3,75 \$

ENTREVUE  
**Norbert  
Rodrigue**

## **STRATÉGIE POUR UN CHANGEMENT**

DOSSIER  
**Guerres et  
populations  
civiles  
CES  
CONFLITS  
QUI  
CHANGENT  
LE MONDE**





# La CEQ lance le débat sur l'éducation...

*« Le sens de l'histoire de  
l'éducation, des défis  
particuliers du milieu scolaire  
québécois, et la qualité de la  
recherche pédagogique, feront  
de cet ouvrage une référence  
incontournable. »*

*Lise Bissonnette, Le Devoir*

- Un livre charnière pour comprendre les enjeux
- Un projet démocratique pour l'école québécoise
- Une contribution majeure de la CEQ

Une coédition CEQ/Éditions Saint-Martin. En vente dans les bonnes librairies et au Centre de documentation de la CEQ, 1170, boul. Lebourgneuf, bureau 300, Québec, QUÉBEC, G2K 2G1. Tél. : (418) 627-8888 - Téléc. : (418) 627-9999.

**E/** CEQ



20

PHOTO: JEAN MENARD

10



PHOTO: XAVIER LLUIS, CHRONOPRESSE

## ÉDITORIAL

4

## ENTREVUE

10

• **NORBERT RODRIGUE**

### Stratégie pour un changement

Rassembler, rétablir un rapport de force, demander l'implication de chacun-e. L'ancien président de la CSN n'a peut-être pas tant changé. Au Conseil de la santé et du bien-être, il discourt... stratégiquement.

## DOSSIER

20

• **GUERRES ET POPULATIONS CIVILES**

### Ces conflits qui changent le monde

Quelles répercussions les conflits armés ont-ils sur les populations civiles? Chiapas. Bosnie. Golfe persique. Trois cas où un conflit a servi de catalyseur, où plus rien n'est comme avant.

BILLET: Histoire d'une mutinerie 6

POINT DE VUE: Le «voile» islamique 8

CHRONIQUE INSOLENT: Seins! 15

VIE ET CULTURE: La drogue au secondaire 16

PHOTO-REPORTAGE: Chars! 34

EN MOUVEMENTS: Le journal itinérant 36

AUX ÉTATS: Nos voisins-es sont-ils religieux? 38



C'est M. Normand Breault, le chanceux!, qui a remporté le tirage du voyage en Tunisie offert à l'occasion de la campagne spéciale d'abonnement.

VO remercie l'Office national de tourisme tunisien et Sultana Tours pour leur collaboration.

VO

VO est un magazine d'intérêt général et un magazine alternatif d'information, de réflexion et d'enquête qui traite des conditions de vie et de travail, des luttes, de la culture et des aspirations du monde populaire. VO s'adresse aux militants-es, aux intervenants-es des milieux populaires et à tous ceux et celles qui aspirent à des changements sociaux. Fondé en 1951 à titre de revue de l'Action catholique ouvrière, VO a évolué au fil des ans pour devenir un magazine indépendant, qui s'inspire des différents courants émancipateurs. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur-s auteur-e-s.

**Conseil d'administration:** Daniel Beaulieu, Guy Biron, Anne-Marie Brunelle, Sylvio Gagnon, Ginette Gaudreault, Yvan Noé Girouard, Clotilde Lemay, Monique Tremblay.

**Comité de rédaction:** Diane Brulotte, Francesca Dalio, Guillaume Dostaler, Abdelhamid Gmati, Françoise Guay, Pierre Viau.

**Collaborations régulières et membres de comités:** Nicole Brais, Marie Constantineau, Guillaume Dostaler, François Gervais, Daniel Gingras, Pierre Hamel, Christine Nagl, Pierre Viau.

**Rédacteurs en chef:** Jean Robitaille et Daniel S.-Legault.

**Coordination, promotion, publicité et représentation publicitaire:** Jean Robitaille. **Direction artistique, secrétariat de rédaction, comptabilité, montage des couvertures:** Daniel S.-Legault. **Promotion:** Anne-Marie Brunelle. **Gestion des abonnements et traitement de textes:** Ginette Gaudreault.

**Édition:** Revue Vie ouvrière inc.

**Impression:** Imprimerie d'Arthabaska inc.

**Distribution:** Messageries de presse Benjamin

**Fréquence de parution:** 6 numéros par an.

**Photo couverture:** N. Rodrigue, par Xavier Lluis, Chrono-Press; médaillon: enfant du Chiapas, par Julie Perreault.

**Grille de tarifs d'abonnement:** Individu ou groupe populaire: 20\$/an ou 35\$/2ans. Institutionnel: 28\$/an. Soutien: 28\$/an.

Étudiant ou sans emploi: 14\$/an. À l'étranger (par avion), individuel: 25\$/an. À l'étranger (par avion), institutionnel: 33\$/an. Un numéro seulement: 5,10\$ (incl. frais de poste).

VO est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP). Le magazine reçoit une subvention du Ministère de la Culture du Québec. Ses articles sont indexés dans le répertoire analytique de presse *Repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Envoi de publication, enregistrement n°0220. Parution: n°252, 1<sup>er</sup> janvier 1995.

VO: 1212 rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7  
Téléphone: (514) 523-5998, télécopieur: (514) 527-3403

# LE PROCESSUS RÉFÉRENDIAIRE VOILÀ C'QUE NOUS VOULONS...

DIANE BRULOTTE, FRANCESCA DALIO, GUILLAUME DOSTALER, ABDELHAMID GMATI, FRANÇOISE GUAY, JEAN ROBITAILLE, DANIEL S.-LEGAULT, PIERRE VIAU

**L**a surprise a été générale lorsque la stratégie référendaire a été rendue publique le 6 décembre. Plutôt que de voter sur une question préfabriquée (comme en 80), la population pourra intervenir. Habitues-es face au gouvernement à nous trouver devant décisions prises et consultations bidons, ne laissant possible que la protestation, on pourrait être tentés de laisser le train passer. Il ne faut pas.

La stratégie du gouvernement québécois est brillante, à plus d'un titre. Une commission pan-québécoise permettra aux régions, pour une rare fois, de s'exprimer. Par ailleurs, ce découpage consultatif relativisera le poids des ghettos fédéralistes de l'ouest montréalais, réduits justement à une région. L'itinéraire d'une commission consultative, et le débat qu'elle soulèvera, risquent de provoquer un momentum nécessaire. Réflexion ultime sur la citoyenneté, exercice démocratique par excellence: eussions-nous à proposer un processus, c'est celui-là qu'on aurait préféré!

## L'HABITUDE DE DIRE NON

Dire NON était plus simple lorsque justifié par les défauts et travers de l'entente Charlottetown. Quand vient le temps de répondre au gouvernement, la gauche a plus de facilité à dire NON qu'à dire OUI, plus l'habitude de s'opposer que celle d'appuyer. On perdrait sa raison d'être... On pactiserait avec le diable...

Il va pourtant de la situation constitutionnelle comme de la situation sociale en général: il n'y a pas de statu quo. Un rapport de force constant fait évoluer les choses. Il faut se



ILLUSTRATION: JAMES WAGNER

poser la question théorique: en l'absence de cadre constitutionnel, lequel définirions-nous?

Dans l'élaboration de la loi qui sera présentée à l'Assemblée nationale au cours de 1995, les absents-es auront tort. Les groupes populaires devraient se présenter, les communautés culturelles (dont anglophones) aussi. D'ailleurs, différents groupes de pression tâteront ce pouvoir. Les fédéralistes auront beau crier, en l'absence d'alternative, ils se contenteront de contester, ce qui, pour nous, sera insuffisant.

### L'EXPÉRIENCE DE 92

À l'automne 92, la *Coalition populaire pour le Non* a fait la preuve que l'intervention du mouvement populaire sur la question constitutionnelle pouvait être non seulement pertinente et originale mais également significative. Lors de plusieurs assemblées publiques, les représentants-es de la Coalition ont été invités-es à débattre de l'Accord de Charlottetown avec plusieurs politiciens-nes dont André Bourbeau, Warren Allmand, Louise Harel et Jacques Parizeau.

Ces interventions populaires au coeur d'un débat haute-

ment partisan avaient quelque chose de rafraichissant pour notre démocratie. Elles démontraient que la démocratisation de la société ne se concocte pas que lors de savants colloques, et que des espaces démocratiques neufs sont à conquérir. Sur l'avenir du Québec comme sur tant d'autres questions, l'autonomie des forces populaires doit être préservée. Mais sa marginalisation, volontaire ou forcée, ne servirait que ceux et celles qui ont tout intérêt à ce que les aspirations populaires soient réduites au silence.

Les 17 articles de l'avant-projet de loi sont courts et simples. Certains sont essentiels: le concept de citoyenneté est indiscutable. Par contre, il faudra disputer les alliances internationales, le contrôle de la monnaie, ou la confection d'une Charte des droits et libertés la plus à même de garantir l'égalité des chances socio-économiques.


L'exercice démocratique auquel nous sommes conviés est intéressant et mérite qu'on s'y investisse, ne serait-ce que pour y imprimer nos préoccupations. En réponse à la politique «de la main tendue» du premier ministre Parizeau, nul besoin d'avoir peur du tordeur ou de craindre d'y perdre son âme. Rien n'empêche qu'on y mette aussi du coeur. 



PHOTO: ED FEINGERSH

**F**rance. Printemps 1917. C'est l'horreur des tranchées où chaque obus ennemi sème la mort. Les hommes sont éventrés, des corps étêtés, écrabouillés. Des corps déjà inhumés surgissent à l'air libre dans leur pourriture. Tout est pêle-mêle: les vivants, les blessés, les morts; ceux qui étaient morts l'année d'avant et dont les ossements soufflés par l'explosion arrosent les survivants. Horreur aussi dans les charges. Des assauts sauvages où tous s'exposent aux feux roulants de l'ennemi.

L'angoisse et la peur règnent en maître. Le bruit des obus est infernal. Un orage de feu et d'acier. Des morts, des blessés, des disparus, de la boue, du sang.

### CHAIR À CANON

On se demande des deux côtés qui va attaquer les premiers. Ce sera les Français, sous les ordres d'un nouveau général qui s'appelle Nivelles, qui croit les Boches à bout et va jusqu'à dire que l'opération sera réglée en 48 heures. Par cette aube glaciale et brumeuse d'un

ROBERT GERVAIS

## L'HISTOIRE... D'UNE MUTINERIE

### EN ARRIÈRE

printemps tardif, collés sur la paroi de leur tranchée, des milliers de soldats français attendent la fin d'une préparation d'artillerie pour se jeter, baïonnette au canon, sur les positions ennemies.

Mais l'offensive Nivelles sera un échec, qui se résumera en 24 000 tués, 25 000 disparus et 86 000 blessés.

Fauchés lors de l'attaque par des mitrailleuses qui auraient dû être réduites au silence, les soldats crient: «On nous a assassinés».

Les «poilus»<sup>1</sup>, après trois ans de guerre, sont à bout. Trop de sang, de boue, de froid, ils n'en veulent plus.

Les survivants du 18e Régiment d'infanterie sont envoyés à l'arrière pour se reposer, mais les conditions de vie sont exécrables, inhumaines, les conditions sanitaires sont presque inexistantes. Aucun cantonnement décent n'a été prévu. C'est la misère. Les plus chanceux peuvent dormir dans une grange, souvent sans foin, ou se contenter d'une toile de tente sans aucun chauffage, avec souvent que la rivière voisine pour se laver. Le pire est sans doute le peu de permissions accordées. Les hommes vivent de promesses. Ils prennent leur mal en patience, car on leur a dit qu'un taux de permissions atteindrait 25%. Mais plus tard, les chiffres tombent à 13, et puis à 9%. Le désappointement grandit, se change en colère et en hargne. Le mécontentement est général.

1 C'est ainsi qu'on appelait les soldats français pendant la Première Guerre mondiale.

25 ANS  
D'EXPÉRIENCE

**ÇA  
COMPTE**

ACTIF	9,614,53	18,999,65
PASSIF	9,614,52	18,999,65
SOLDE	0,01	0,00

ACTIF	18,828,14	12,793,85
PASSIF	18,828,14	12,798,85
SOLDE	0,00	0,00

**Gosselin + Associés**  
COMPTABLES AGRÉÉS

1415, RUE JARRY EST, BUREAU 420,  
MONTREAL (QUEBEC) H2E 1A7  
TÉLÉPHONE : (514) 376-4090

## LA MUTINERIE

La mutinerie débute le 16 avril 1917. Les refus d'obéissance se multiplient, 110 corps appartenant à la 54<sup>e</sup> division sont touchés.

Le 27 mai, on fête la Pentecôte. Bien arrosée, la *nouba* prend de l'ampleur. Les festivités vont bon train jusqu'à l'apparition d'éléments du 162<sup>e</sup> régiment, qui arrivent en permission. Les gars du 18<sup>e</sup> Régiment apprennent par ceux du 162<sup>e</sup> qui paient la tournée au café du village que le 251<sup>e</sup> ne veut pas aller au front et que le 18<sup>e</sup> devra les remplacer. Très vite, la situation dégénère. Furieux, les hommes défilent en criant leur mécontentement dans les rues. Les pneus des camions qui doivent les transporter sont crevés. C'est la pagaille. Des coups de feu sont tirés, des grenades lancées. Des officiers sont malmenés, d'autres carrément agressés. Un médecin militaire connu pour son inhumanité et sa rudesse est assailli par les hommes. Trois gendarmes tentent de le sortir de là, mais ils sont vite mis hors de combat.

Sévèrement battus, ils seront pendus à un arbre.

D'autres actes de violence éclatent, des officiers sont pris à parti par les hommes. On reproche au haut commandement les attaques mal préparées où l'on se jettait littéralement sur des mitrailleuses qui auraient pourtant dû être détruites et d'autres qui tiraient dans le dos, laissant croire aux hommes que le feu venait de leur propre ligne.


Les soldats, las des tueries et des pertes inutiles, résultant souvent d'attaques mal dirigées, manifestent pour la paix, au chant de l'Internationale.

Ils manifestent bruyamment dans les rues des villes et villages. Dans plusieurs cas, ils sont appuyés par les populations locales qui veulent aussi la cessation des hostilités.

## RÉPRESSION

Le haut commandement, dépassé par les faits, crie à la trahison et menace

alors de pointer ses propres canons sur les troupes récalcitrantes qui refusent de combattre. Résultat: le refus d'obéissance touche près de la moitié de l'armée française.

En répression à ces actes, les tribunaux militaires français condamnèrent à mort des centaines de soldats. Plusieurs furent graciés, d'autres virent leur peine commuée en années de prison, de travaux forcés. Il y eut 3 427 condamnations, 554 à mort, 381 graves, 1 492 moins graves. On estime que près de 40 000 hommes ont participé aux mutineries. 

## BIBLIOGRAPHIE

- Guy Pedroncini, *Les mutineries de 1917*, Presses universitaires de France, 1967.
- *Historia*, Alain Decaux, Éditions Tallandier, 17 janvier 1980.
- *Verdun, Les grandes batailles des temps modernes*, Éditions de Crémille, 1972.



## LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

**D'ENQUÊTES DE TÉMOIGNAGES DE REPORTAGES**

- Abonnement individuel 1 an : 20,00 \$
- Abonnement individuel 2 ans : 35,00 \$
- Abonnement individuel à l'extérieur du Canada 1 an : 25,00 \$
- Abonnement institutionnel 1 an : 28,00 \$
- Abonnement institutionnel à l'extérieur du Canada 1 an : 33,00 \$
- Abonnement de soutien 1 an : 28,00 \$
- Étudiants / Sans-emploi 1 an : 14,00 \$
- Numéro individuel 3,75 \$ + 1,30 \$ poste

NOM

ADRESSE

CODE POSTAL

PAIEMENT INCLUS :

FAIRE PARVENIR VOTRE CHÈQUE OU MANDAT-POSTE À :  
**Revue Vie Ouvrière, 1212, rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7 • Téléphone : (514) 523-5998**

L'INVITATION À ALLER SE «RHABILLER», LANCÉE À UNE JEUNE FILLE PORTANT UN VOILE DIT «ISLAMIQUE» PAR LE DIRECTEUR DE L'ÉCOLE LOUIS-RIEL, A POSÉ LA QUESTION DE L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS-ES, SURTOUT CEUX-CELLES EN PROVENANCE DE PAYS À TRADITIONS CULTURELLES ET RELIGIEUSES DIFFÉRENTES.

Le «voile», tel que porté par les jeunes filles musulmanes en occident et dans certains pays arabo-musulmans, n'a rien d'«islamique». Il rappelle plutôt les «coiffes» que portaient les missionnaires chrétiennes au début du siècle. Le vrai voile islamique qu'ont porté et que portent les vraies musulmanes (par opposition à celles qui suivent le courant intégriste, plus politique que religieux), selon une interprétation fondamentaliste de l'Islam, est réellement un voile, sorte de masque, fait dans la partie supérieure du visage (allant du front jusqu'au dessous des yeux) par une sorte de tulle, le reste étant en taffeta compact couvrant le nez, les joues jusqu'au menton. Le tout étant en noir ou en blanc, selon les pays. L'essentiel dans les préceptes de l'islam est de couvrir le corps, et ceci est valable pour les hommes et les femmes. Les *jellabas* et autres *jebbas* que portent beaucoup d'hommes dans les pays musulmans (Maroc, Égypte, Algérie, Soudan, Pays du Golfe, etc), aujourd'hui encore, obéissent à ce précepte. Le «voile» que l'on voit aujourd'hui est plutôt inspiré par une vision des intégristes musulmans qui,

## UNIFORME ET DÉMOCRATIE: LE «VOILE» ISLAMIQUE

ABDELHAMID GMATI

même dans les pays musulmans, voulaient distinguer leurs membres.

### SE PROTÉGER

Personne n'a demandé à la jeune fille sus-mentionnée les raisons de son «habit». Elle est Québécoise et elle s'est convertie à l'Islam. A priori, elle ne peut être soupçonnée d'avoir subi les diktats de ses parents (la mère n'est pas musulmane), ni ceux des intégristes. Son geste s'apparente à celui que font plusieurs musulmans-es du Québec qui ne sont ni intégristes, ni fondamentalistes, à savoir un acte de préservation, de défense et de refus de certaines valeurs québécoises. Ce n'est d'ailleurs pas une réac-

tion des seuls-es musulmans-es, elle est partagée par plusieurs immigrants-es qui accordent beaucoup d'importance à la vie et à la solidarité familiales. Quand les médias bombardent l'ensemble de la société québécoise d'histoires de viols, de filles-mères, de prostitution d'adolescentes, de jeunes droguées, de jeunes sidéens-nes, et d'agressions sexuelles à l'école, au cégep et à l'université, beaucoup s'inquiètent jusqu'à la panique. Et ils-elles posent des gestes pour «préserver» leurs enfants de ces calamités.

Les jeunes musulmanes elles-mêmes – comme l'écrasante majorité des jeunes filles et des femmes – ne sont certaine-

PHOTO ABBAS



À Ashkabad, en ex-URSS, les écolières musulmanes portent le tablier.

PHOTO D.R., SIPA



PHOTO ALFRED YAGOBZADEH





PHOTO: MANOOCHER, BLACK STAR

ment pas à l'aise avec les agressions sexuelles et ne veulent pas être considérées comme des objets de désir sexuel. D'où le recours au voile, pour certaines d'entre elles. Geste excessif, mais circonscrit à une minorité (une centaine, tout au plus, sur des dizaines de milliers de jeunes écolières musulmanes).

Elles ne doivent pas être très heureuses avec cet attribut vestimentaire qui les singularise, alors que leur religion leur préconise de se fondre dans la communauté. «Honni soit celui ou celle par qui le scandale arrive.»

Comme toutes les religions du livre (judaïsme, christianisme, islamisme), l'Islam préconise la Libération de l'être humain. Y compris celle de la femme qui n'était qu'un objet sexuel, pour qui on se battait en tournoi ou fomentait des guerres. Comme ces religions, il s'attache au spirituel dans l'être humain et appelle à la maîtrise des instincts. Les préceptes qu'il impose en matière d'habillement obéissent à ce souci de libérer l'homme et la femme de ces instincts, et de ne pas les restreindre à n'être seulement que des objets de désir sexuel. Ce que les hommes ont fait de ce principe n'a rien à voir avec la religion.

#### LE PORT DU TABLIER

Sur un autre plan, celui de l'école, il importe de rappeler les attributs de la

## PAS LIEU DE S'INQUIÉTER

**Que doit faire le Québec? Tant que le phénomène n'est pas institutionnalisé, tant que le choix de l'habit est volontaire et circonscrit à quelques exemples minoritaires, il n'y a vraiment pas à s'inquiéter. On serait même tenté de dire que les plus malheureux sont ceux-celles qui se singularisent. Ce qui se passe en France est très différent, ne serait-ce que par son passé colonial et par le nombre des musulmans-es de la deuxième génération qui y vivent. Certains-es commentateurs-rices ont voulu faire un parallèle entre les deux situations. En algèbre, les parallèles ne se rejoignent jamais.**

laïcité. C'est Jules Ferry qui a introduit, au siècle dernier en France, ce concept dans l'enseignement en même temps que la gratuité. Ce que l'on sait moins, c'est qu'il a ouvert l'éducation, surtout au niveau primaire, à tous les enfants en la rendant obligatoire. Et pour qu'elle soit efficace, il l'a démocratisée. Concrètement, pour que tous soient égaux face à l'éducation, on imposa le port du tablier. Cet habit uniforme, en bleu (pour les garçons) et en rose (pour les filles), estompait les apparences de richesse et de pauvreté à l'école. Bien sûr, la coupe du tablier changeait selon les écoles ou les modes, ses couleurs obéissaient aux traditions et habitudes adoptées pour les nouveaux-nés, mais le ta-

blier était obligatoire. Il l'est toujours dans certains pays. En Tunisie, par exemple, pays musulman et ancienne colonie française, le port du tablier est toujours obligatoire à l'école primaire pour tous les élèves, et seulement pour les filles à l'école secondaire. Cette dernière disposition a été prise pour contrer le port du voile islamique. Car cette pratique a cours non seulement en occident, mais aussi dans les pays arabomusulmans ouverts à la civilisation et à la culture occidentales. Et pour les mêmes raisons. Avec, en plus, l'influence des intégristes musulmans qui ne rattachent aucune occasion pour singulariser leurs adeptes et revendiquer le pouvoir.



**Ne manquez pas dans  
le prochain numéro...  
Mars-avril 1995**

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

ENTREVUE:

**Alice Herscovitch et Isabelle Picard**  
**DU PROJET GENÈSE**

DOSSIER:

**LA CÔTE-NORD**  
**Les nomades immobiles**

## NORBERT RODRIGUE:

LE LEADER SYNDICAL QUI HARANGUAIT LES FOULES ET BRANDISSAIT LES PANCARTES A FAIT PLACE À L'INTELLECTUEL QUI JONGLE AVEC LES CONCEPTS TECHNOCRATIQUES LES PLUS À LA MODE. LE GARS DE BOIS, LE «GOMMEUX» DE LA BEAUCE, A TROQUÉ LA CHEMISE À CARREAUX POUR LES JOLIES CRAVATES. NORBERT RODRIGUE, UN ÊTRE TRANSFORMÉ?... PAS TANT QUE ÇA! FIN STRATÈGE, IL SAIT COMPOSER AVEC LA CONJONCTURE. AINSI, QUAND JE LUI DIRAI QU'UNE DE SES RÉCENTES INTERVENTIONS AUPRÈS DES MÉDECINS ÉTAIT BIEN «GENTILLE», IL LA QUALIFIERA PLUTÔT DE «STRATÉGIQUE».

LONGTEMPS ASSOCIÉ AU MOUVEMENT SYNDICAL, À LA CSN TOUT PARTICULIÈREMENT DONT IL A ÉTÉ LE PRÉSIDENT DE 1976 À 1982, NORBERT RODRIGUE EST AUJOURD'HUI PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE<sup>1</sup>. IL DOIT AINSI CONSEILLER LE MINISTRE QUÉBÉCOIS DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, SON AMI JEAN ROCHON, AVEC QUI IL A OEUVRÉ À LA COMMISSION ROCHON<sup>2</sup>. NORBERT RODRIGUE ARRIVE À POINT. LA RÉFORME MAJEURE AMORCÉE DANS CE GIGANTESQUE MINISTÈRE SOULÈVE L'ENTHOUSIASME DE CERTAINS MAIS HEURTE DE VIEILLES HABITUDES. LA DÉCENTRALISATION EST AU COEUR DE CETTE RÉFORME. SI CERTAINS N'Y VOIENT QU'UN LEURRE POUR MIEUX FAIRE PASSER LA PILULE DES COUPURES, NORBERT RODRIGUE LA PRÔNE AVEC FERVEUR. LA DÉCENTRALISATION EST DEVENUE POUR LUI L'ENJEU STRATÉGIQUE POUR RÉALISER DE VRAIS CHANGEMENTS.

1 Conseil qui s'appelait autrefois le Conseil des affaires sociales et qui nous a donné les études portant sur «le Québec cassé en deux».

2 La Commission Rochon avait pour mandat d'étudier l'ensemble du système de santé et de services sociaux au Québec et de proposer les éléments appropriés pour une réforme du système.

## STRATÉGIE POUR UN CHANGEMENT



UNE ENTREVUE RÉALISÉE PAR JEAN ROBITAILLE  
PHOTOS DE XAVIER LLUIS, CHRONO-PRESSE

«**D**ans un Québec qui s'enrichit collectivement, comment se fait-il qu'on n'arrive pas à régler aucun des grands problèmes sociaux qui nous confrontent?» Norbert Rodrigue répète inlassablement cette question aux différents publics qu'il rencontre. Les différents acteurs du système de santé et de services sociaux vont devoir changer leurs mentalités comme leurs pratiques, de la Corporation des médecins aux groupes communautaires, des hôpitaux au mouvement syndical. Un mouvement qu'il ne manque d'ailleurs pas de critiquer au passage. Mais avec ce genre de critiques encore amoureuses que fait un ancien *chum* à son «ex». Certains dans le mouvement syndical craignent pourtant qu'il ne renie son passé militant. «Ils sont trop portés à croire que je suis parti. Tout le reste du monde pense que je suis encore à la CSN.»

Sympathique et fin causeur, Norbert Rodrigue demeure tout au long de l'entrevue très posé, sauf dans de brefs moments alors qu'il s'emporte devant les milliards de profits réalisés par les banques canadiennes ou face au spectre d'un démantèlement inconsidéré de nos programmes sociaux, comme nous le propose la réforme Axworthy. Mais le beauceron demeure un éternel optimiste qui aime raconter, débattre et entreprendre. «Il faut revoir notre système. Je comprends que des gens craignent de perdre des acquis. Mais, bon dieu, de quels acquis parle-t-on quand la société s'effondre, quand le chômage grimpe, que les personnes âgées sont isolées plus que jamais, que les jeunes se suicident...»

# UN QUÉBEC QUI S'ENRICHIT

(J.R.) La plus récente étude<sup>1</sup> du Conseil de la santé et du bien-être vient défaire le mythe d'un Québec qui s'appauvrit. «Le niveau de vie des Québécois n'a cessé d'augmenter depuis 1960 à un rythme de croissance de 2,6% par an. (...) Au Canada, au cours des années 80, les 20% les plus riches de notre société ont accaparé 90% de l'augmentation du revenu moyen.» Son président commente ainsi l'analyse macroéconomique: «On entendait toutes sortes d'affaires comme quoi on n'est plus capable de se payer ce qu'on se payait. Pourtant, le Québec, collectivement, s'enrichit. Mais on a un méchant problème de redistribution de la richesse.»

**L'étude cible clairement la politique monétaire canadienne comme principale cause de nos problèmes économiques. Les taux d'intérêts sont beaucoup trop élevés par rapport au taux de croissance de notre économie. Les auteurs proposent ainsi un modèle qui, en maintenant à court terme les taux d'intérêts à 4,5%, comme à l'automne 93, ferait disparaître le déficit budgétaire d'ici cinq ans sans qu'on ait à sabrer dans les budgets sociaux. Mais cette solution, pourtant simple et pleine de bon sens, demeure entre les mains de la Banque centrale du Canada...**

**1 L'évolution macroéconomique et la question budgétaire au Québec, novembre 1994.**

---

«Je dis souvent aux divers groupes que je rencontre: "Faites attention de ne pas vous prendre pour la communauté".»

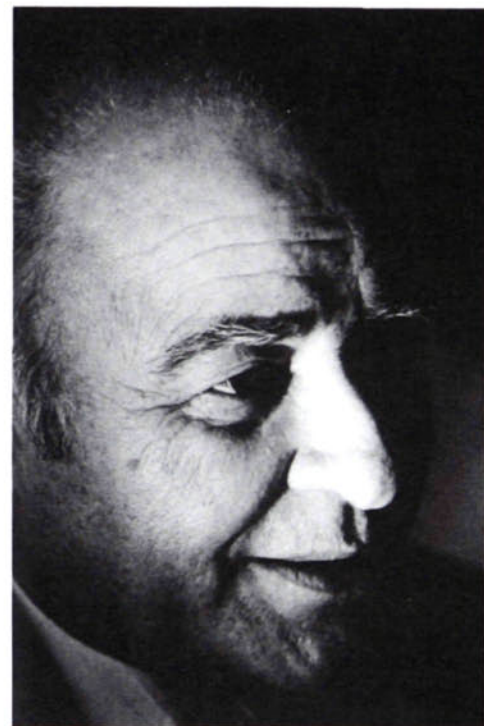
---

## DÉCENTRALISER POUR VRAI

Norbert Rodrigue ne croit évidemment pas qu'on réussira à éliminer magiquement les corporatismes de toutes sortes, ces freins au changement. Mais il pense détenir la clé pour permettre de les dépasser. La décentralisation est devenue pour lui une véritable panacée. «J'ai participé avec d'autres à la centralisation de notre système. Je suis maintenant persuadé qu'il faut que le balancier revienne. Il faut redescendre vers les communautés et leur donner les leviers économiques et les vrais pouvoirs pour qu'elles puissent opérer chez elles les bons choix.»

La décentralisation permettrait ainsi d'adapter les solutions aux problèmes particuliers. «C'est pas vrai que tu retrouves la même problématique de personnes âgées sur la Côte-Nord qu'à Montréal, ni les mêmes problèmes de quartier à Rouyn-Noranda qu'à Québec. On ne pourra plus indéfiniment trouver une réponse standard pour l'ensemble du Québec à chaque petit problème. Si les vrais pouvoirs ne sont plus au niveau central, les différents acteurs locaux vont s'asseoir ensemble pour trouver des solutions à leurs problèmes. Leurs intérêts particuliers ne vont pas disparaître, mais on les met en situation de les dépasser.»

Mais attention! Norbert Rodrigue connaît bien les tentations du vieux sys-



tème. «Tant que le pouvoir central va se permettre de débarquer dans une région avec 20 millions \$ à distribuer, les gens vont continuer d'aller cogner à la porte du ministre. C'est comme demander aux syndicats d'aller négocier avec les régies régionales<sup>3</sup> quand les pouvoirs demeurent au niveau central. Les syndicats n'iront jamais. Mais transférez les pouvoirs et les budgets et les syndicats vont s'asseoir pour négocier.»

«Pour résoudre le problème des effectifs médicaux en région, faites le même exercice. Si on régionalise les budgets, je suis persuadé qu'on pourra régler le problème d'ici quelques années. Les gens ayant l'habitude de chercher sans succès à attirer des médecins dans leur région, il va falloir leur donner la permission d'utiliser les budgets pour des services professionnels autres que la médecine. En santé mentale par exemple, si je suis sur la Côte-Nord pis qu'il n'y a pas un "baptême" de psychiatre qui veut venir chez nous, je pense que je suis légitimé d'engager un psychologue. Ça sera pas long que les médecins vont aller là où il y a des jobs; ils feront

<sup>3</sup> Les régies régionales doivent déterminer les priorités en matière de santé et de services sociaux et allouer les budgets. Elles regroupent les représentants-es des établissements, des organismes communautaires, des groupes socio-économiques et des élus-es municipaux-les.

---

«J'ai arrêté de brailler sur le pouvoir des médecins depuis dix ans. Je braille sur l'absence du mien, de celui de tous les citoyens ordinaires.»

---



comme les infirmières, les architectes et les préposés aux malades.»

### FAIRE LA JOB DU MINISTRE

Mais demander aux membres des régies régionales, dont les groupes communautaires, d'affronter le pouvoir des médecins (eux qui contrôlent pas moins de 7,5 milliards des 12 milliards \$ du budget du ministère), de faire ce que les ministres de la santé n'ont jamais réussi à faire, est-ce que ce n'est pas idéaliste? «D'abord, les groupes populaires peuvent créer les conditions pour que le ministre puisse faire sa *job*. Ensuite, ça ne me surprend pas que les médecins aient tant de pouvoirs. Historiquement, on ne les a pas beaucoup sollicités au ministère. Ça leur a permis de se créer un pouvoir parallèle imposant. Mais j'ai arrêté de brailler sur le pouvoir des médecins depuis dix ans. Je braille sur l'absence du mien, de celui de tous les citoyens ordinaires.»

Voilà l'esprit qui guide toutes les interventions de Norbert Rodrigue. Déjà quand il était membre de la Commission Rochon, il avait proposé l'élection au suffrage universel des membres des futures régies régionales et l'attribution d'un pouvoir de taxation aux régies. On n'en est pas là. Mais Norbert Rodrigue est tout de même fier de raconter la nouvelle dynamique qui est en train de s'installer. «J'étais dans une assemblée de la régie régionale du Saguenay-Lac Saint-Jean l'autre jour. C'est drôlement intéressant de constater que 250 personnes s'étaient déplacées pour venir débattre entre elles des priorités en santé et bien-être. Des gens qui venaient là préparés, donc conscientisés, avec leurs perspectives et qui se confrontaient entre eux.»

«Quand je voyais le médecin courir au micro pour dire au monde ordinaire: "Faites attention, vous connaissez peut-être pas ça". Pis le monde ordinaire qui

se levait pour dire: "On connaît peut-être pas tout ce que vous connaissez M. le docteur. Vous êtes important. On a besoin de vous. Mais dans notre village, les problèmes on les connaît. C'est les vieux qui sont tout seuls, c'est les jeunes qui s'en vont..." J'avais te dire que ça change le portrait ça!»

### «Y A RIEN DE PROVIDENTIEL»

«J'ai toujours refusé de parler d'État-Providence. Ce qu'on a, on se l'est payé, y a rien de "providentiel". On a confié beaucoup de choses à l'État puis on s'aperçoit aujourd'hui que l'État ne pouvait pas tout faire. C'est pourquoi j'en suis rendu à penser qu'il faut inventer un nouveau mode de relation entre l'État et la société civile. L'État doit prendre ses responsabilités en terme d'équité, de régulation et de planification nationale. Il doit indiquer la philosophie centrale qui permettra aux gens de travailler en cohésion. Mais l'État doit du même souffle dégager de l'oxygène pour les acteurs qui œuvrent au niveau local.»

Pour que la réforme soit plus qu'un simple artifice de déconcentration, il faut bien sûr que les régies régionales possèdent les pouvoirs de décision et contrôlent les budgets. Mais encore faudra-t-il que les communautés soient capables de les gérer. «La "communauté", faut savoir de quoi on parle. Je dis souvent aux divers groupes que je rencontre: "Faites attention de ne pas vous prendre pour la communauté. Les groupes populaires c'est très important, mais faites pas l'erreur de vous prendre pour la communauté." Même chose pour les syndicats ou pour le secteur privé. C'est l'ensemble de ces acteurs-là qui, si on fait jouer aux communautés leur vrai rôle, vont finir par trouver des ajustements entre eux pour résoudre réellement leurs problèmes.»

Norbert Rodrigue pense qu'on n'a pas encore mené à terme cette expérience de concertation. «Pour que ça réussisse, faut que les uns et les autres abandonnent un petit peu de prise sur leurs acquis ou leurs privilèges.» Il faudra entre autres que le mouvement syndical se questionne. «Le mouvement syndical doit être prêt à ça. Il va devoir assouplir un certain nombre de choses. Il ne s'agit pas de tomber dans la compromission. Il s'agit de protéger ses intérêts mais en tenant compte des intérêts de la collectivité. Ce qui me préoccupe beaucoup actuellement c'est l'état de la pauvreté,

les problèmes de santé mentale, le désarroi de la jeunesse. Je regrette, mais on ne pourra pas régler ça à l'intérieur des conventions collectives. On peut contribuer à maintenir une régulation et une équité minimale par les conventions collectives chez les travailleurs organisés. Mais pour le reste de la société, va falloir trouver les moyens de faire la jonction entre les conditions de ceux qui sont actifs et les conditions des autres.»

## UN DES MEILLEURS AU MONDE

Norbert Rodrigue travaillait comme «technicien-à-tout-faire» à l'hôpital Sainte-Justine au milieu des années 60. C'est là qu'il a connu le mouvement syndical, qu'il s'y est impliqué. Au début des années 70, il se retrouve à la direction de la Fédération des affaires sociales (CSN) et participe ainsi à la définition de notre système de santé. Il continue à prétendre que c'est un des meilleurs au monde, même s'il coûte cher. Mais ça, pour lui, ça peut se changer. «En créant l'assurance-hospitalisation, on a dit au monde: "tu t'en vas à l'hôpital, on paie!" Avec l'assurance-maladie, on a dit: "c'est le médecin qui dit quel est le médicament requis." Puis aujourd'hui on se réveille, surpris que les gens aillent dans les institutions les plus lourdes, qu'ils aillent voir les professionnels qui coûtent les plus chers, puis utilisent les médicaments au "max". Moi, je ne suis pas surpris: on a créé les incitatifs pour que ça se pro-

duise ainsi. C'est ça qu'il faut revoir.»

«Demain matin, si on disait, et c'est un exemple grossier: "Si t'es pas passé par ton CLSC avant d'aller à l'hôpital, ben on paie pas", je pense que tu passerais par le CLSC... Mais pour en arriver là, il va falloir adapter le CLSC. On ne peut pas parler de service de première ligne si ça ferme à 4 heures et que c'est pas ouvert les fins de semaine.»

Dans tous ces débats, Norbert Rodrigue continue à défendre l'universalité des services. Mais pas n'importe comment. «L'universalité, l'accessibilité, la gratuité, ça veut pas dire d'aller voir d'abord les plus gros spécialistes ou de construire un Institut de cardiologie dans toutes les régions du Québec. Ça signifie plutôt de savoir adapter, d'avoir recours aux ressources les plus légères et d'utiliser la technologie la plus efficace. Il faut examiner la gamme de services offerts dans une perspective d'efficacité et de résultats. S'il est démontré que tel type de prévention de maladie X ne sert à rien, il faut trouver autre chose.»

## SANTÉ OU BIEN-ÊTRE?

Norbert Rodrigue voit son nouveau rôle de manière bien pragmatique. Mais ça ne l'empêche pas d'avoir certaines am-

bitions. Une de celles-là serait de faire de l'actuelle politique de santé et de bien-être une véritable politique gouvernementale. «Faut pas se compter d'histoires. Cette politique est passée au Conseil des ministres mais elle est loin d'avoir été intégrée par le gouvernement. Jean-François Lisée racontait dans un de ses livres une anecdote très révélatrice à ce sujet. Alors qu'il se préparait à interviewer Robert Bourassa, John Parisella, son chef de cabinet, lui aurait confié: "Écoute, tu vas voir le Premier ministre. Parle-lui de langue, de constitution, d'économie... Mais achale-les pas avec la santé pis ces affaires-là!" Je me suis donné comme objectif d'en faire une politique gouvernementale. Pour que le gouvernement accepte quand il regarde sa politique de santé de considérer tous les autres déterminants de la santé comme l'économie, la formation professionnelle, l'éducation, la sécurité du revenu. D'ailleurs, je suis rendu que je parle davantage de bien-être que de santé.»

«Je pense que le principal enjeu actuellement c'est d'éviter de détruire nos instruments collectifs parce qu'on traverse une période difficile. C'est le genre de piège dans lequel la réforme Axworthy risque de nous entraîner. Il faut plutôt développer un système qui sera capable de s'adapter continuellement.»



**LE S.E.P.B. - 57  
SOUHAITE À TOUS  
LES MEMBRES PAIX,  
JOIE ET SOLIDARITÉ  
EN CETTE ANNÉE  
DU 50e ANNIVERSAIRE  
DE FONDATION**





## CHRONIQUE INSOLENTE

### À QUEL SEIN FAUT-IL SE VOUER?

NICOLE BRAIS

**Y'**en a des p'tits, y'en a des gros, y'en a des vrais, y'en a des faux, les seins, popoum, popoum, les seins, popoum, popoum... Yvon Deschamps a bien chanté les fesses, qu'attend Clémence pour en faire autant des seins? Mireille Dansereau leur a consacré récemment un film: *Les seins dans la tête*. Faudrait sûrement voir ça.

Mes seins à moi ne sont pas dans ma tête. Ils sont bien là où on s'attend à les trouver (pour une fois que j'en ai!). Frédérique, quatre mois, est bien placée pour le savoir et les voir. Elle n'est pas la seule à les observer d'ailleurs, puisque l'allaitement, dans mon cas, ne rime pas avec enfermement. Je ne suis pas une adepte inconditionnelle de la Ligue La Lèche, loin de là, mais je pratique intensivement le «n'importe où, n'importe quand». Ce qui les expose (mes seins) à bien des regards, où chez ceux-celles qui ne se dérobent pas, il y a plus d'attendrissement que de concu-

piscence. Et pour cause! Il n'y a pas d'objet moins sexuel qu'un sein dans l'exercice de ses fonctions... naturelles. Du moins, c'est mon point de vue.

Est-il alors assez stupéfiant de constater qu'entre le biberon et le nichon, c'est le premier et non le second qui est frappé d'interdit? Une femme allaitant son enfant dans un centre commercial a été mise à la porte alors que les boutiques regorgent de décolletés qui exposent plus qu'ils ne suggèrent ce qu'ils sont censés cacher. Les grands couturiers ont-ils besoin d'une campagne publicitaire de Santé et Bien-Être Canada pour présenter leurs créations vaporeuses qui, du vêtement, ont perdu la fonction?

Et que dire de l'affichage pornographique? Au moment où on essaie de ven-

dre le sein-biberon à la télévision, le règlement de la Ville de Montréal interdisant l'affichage pornographique vient d'être invalidé. Voilà donc que les totos affriolants sont en passe de retrouver le droit de cité.

N'ai-je pas entendu récemment à la radio que les femmes ont maintenant le droit de se promener seins nus dans le métro de New York? D'abord qu'il n'y a pas un bébé pendu au bout, j'imagine. Il n'y a pas si longtemps, et peut-être est-ce encore le cas, seule la Californie avait légalisé l'allaitement dans les lieux publics.

«Couvrez ce sein que je ne saurais voir», a dit Molière. Mais de quel sein parle-t-on? L'idée, celle selon laquelle un sein peut aussi servir à allaiter, paraît-elle si hérétique que nous devons vraiment brûler, sur la place publique, nos brassières... d'allaitement? À bas le double standard de moralité!



Alliance des professeurs  
et professeurs de Montréal (CEQ)

*C'est l'instruction  
qui change le monde!*

# La formation, un atout pour l'action!

Production vidéo ♦ Formation ♦ Location de salles



1212, rue Panet, Montréal, Qué. H2L 2Y7  
Tél. (514) 524-3561

LA CONSOMMATION DE DROGUE EST ÉLEVÉE DANS UNE ÉCOLE SECONDAIRE. COMME LES AUTORITÉS SCOLAIRES EN PARLENT PEU, LA SITUATION EST MÉCONNUE. COMMENT CELA SE PASSE-T-IL? COMMENT INTERVENIR?

FRANÇOIS GERVAIS

**L**orsque je demande directement aux toxicomanes ce qui les attire dans la drogue, ils me répondent qu'ils consomment par curiosité, les premières fois, et pour *triper* avec leur *gang*. Certains-es, surtout les consommateurs-rices occasionnels-les, en restent au niveau du plaisir; d'autres, les «réguliers-ères», finissent par tomber en amour avec la drogue lorsqu'ils-elles découvrent qu'elle les coupe de leurs émotions et de leur réalité qu'ils-elles détestent. C'est également une manière de s'opposer à la société. Ils-elles aiment qu'on les considère comme des anarchistes. Lorsqu'on les confronte, ils nous répondent: «On n'est pas pire que vos *gangs* "Peace and love".»

Les professionnels-les de l'école<sup>1</sup> s'accordent pour dire que chez ce genre de consommateur-riche, on retrouve un système de valeurs incohérent. Ces toxicomanes s'opposent aux règles de l'école et de la société parce qu'elles contreviennent à la liberté et pourtant, ils-elles se donnent entre elles un système de règles et de pensées encore plus contraignant. Sylvie, la conseillère en orientation, constate dans ses évaluations une absence de plan d'avenir chez ces jeunes. «Ils ne savent pas où ils vont. Aucune carrière ne semble les motiver. Ils sont, de plus, très négatifs dans leurs propos, et présentent une très faible estime d'eux-mêmes.»

### L'AUTORITÉ

En cheminement particulier, les enseignants-es se sont adaptés aux trois ou quatre élèves de leur groupe qui arrivent souvent gelés en classe. Gilbert résume ainsi son expérience: «Il faut être patient. Je les sors de la classe seulement lors-

1 L'école secondaire dont l'auteur parle dans cet article est en milieu semi-urbain, de niveau économique moyen, et est composée de 1 300 élèves de la première à la quatrième secondaires. Parmi ceux-celles-ci, 300 étudiants-es en cheminement particulier.

• Depuis les arrestations de l'an dernier, on compte moins de vendeurs dans l'école. Il ne se fait pas de sollicitation. Généralement, le-la consommateur-riche initie la transaction ou bien un-e ami-e proche lui offre le produit. Il est plus difficile qu'avant d'avoir le même jour ce qu'on désire.

# LA DOPE À L'ÉCOLE SECONDAIRE: PAS DE FUMÉE SANS FUMEUR

LES OBSERVATIONS D'UN INTERVENANT EN TOXICOMANIE

• Le-la consommateur-riche conserve le même vendeur même lorsque ce dernier quitte l'école.

qu'ils n'arrêtent pas de déranger tout le groupe. Je ne veux pas embarquer dans leur jeu. Parfois, ils recherchent l'expulsion pour prouver qu'ils sont rejetés et ainsi renforcer leur idée de décrocher ou de consommer parce qu'il n'y a rien d'autre de *tripant*.»

Dans les faits, il arrive souvent que des élèves me disent en entrevue que leurs profs ne veulent plus rien savoir d'eux-elles. Ils-elles s'élèvent contre tout ce qui représente l'autorité. Certains-es avouent même prendre un certain plaisir à défier la direction avec leur consommation. Mario précise: «Ils peuvent bien, comme l'an dernier, arrêter deux ou trois *pushers*, on apprend vite à s'organiser autrement.»

### LA RÉPRESSION

Depuis trois ans, la direction engage pour quelques mois par année un policier éducateur. Son rôle consiste à bien informer les élèves sur les lois concernant les drogues, de renforcer la surveillance, de procéder à des enquêtes et de neutraliser les plus importants vendeurs.

La politique de la direction face à la toxicomanie est de poursuivre en justice les trafiquants, mais d'offrir aux simples consommateurs-rices les services d'un-e professionnel-le. Parmi eux-elles, quelques-uns-es sont arrêtés par la police. Mais on lève généralement les accusations lorsque le-la jeune entreprend une démarche pour se sortir de la drogue.

L'an dernier, l'arrestation de deux importants trafiquants nous a révélé des surprises: leurs fournisseurs étaient leurs

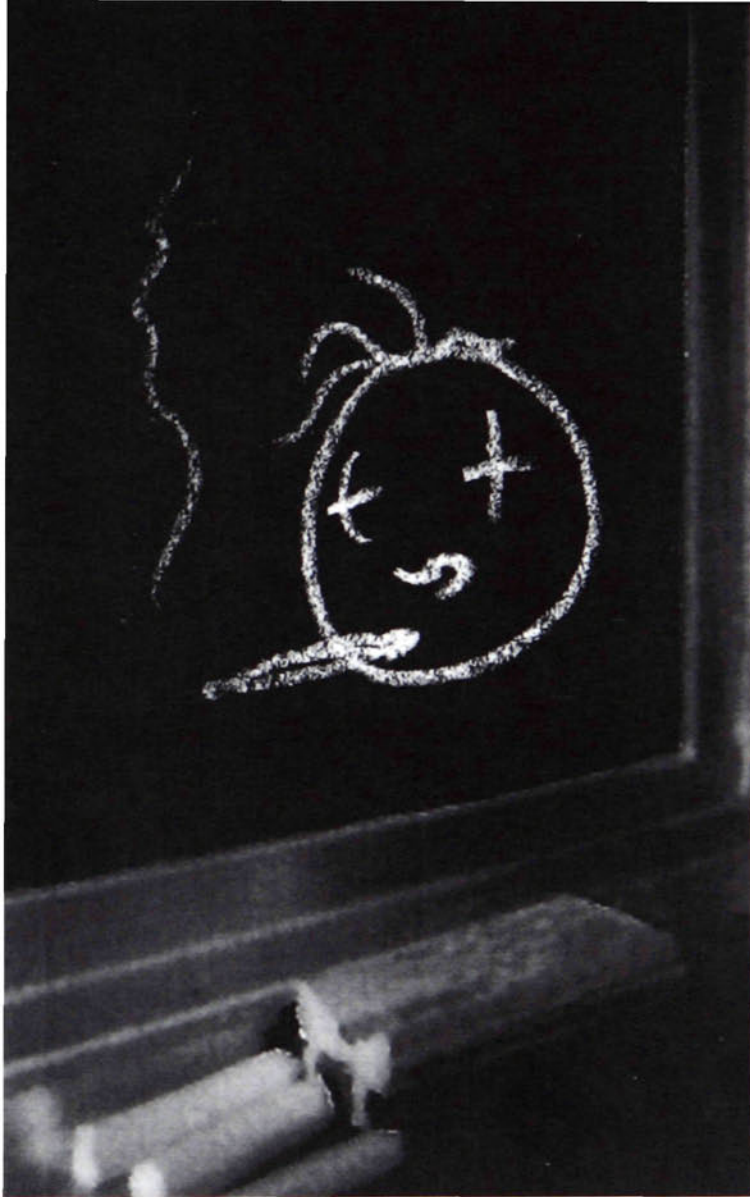


ILLUSTRATION: DENIS RIOUX

• **Le vendredi matin est le moment le plus actif pour les transactions. Les échanges se font au stationnement, dans l'auto du fournisseur, aux extrémités du terrain de l'école, dans les corridors, entre les cours, ou dans les casiers.**

parents! Il ne suffit pas toujours de se sortir de son réseau d'amis-es pour s'en sortir!... Chez les consommateurs-rices, on ne retrouve pas généralement le vendeur dans la famille, mais il n'est pas rare de découvrir à la maison au moins un-e parent-e qui vit une dépendance à l'alcool ou s'adonne au cannabis. Certains élèves me confient que leurs parents leur interdisent de prendre de l'acide, mais qu'ils n'ont rien contre le «naturel» puisqu'ils en consomment eux-mêmes.

#### L'INTERVENANT

De mon côté, la direction me demande de donner une journée par semaine pour accompagner les élèves qui manifes-

## UNE ENQUÊTE


**Un sondage réalisé pour l'année scolaire 93-94, où le quart de la population étudiante fut questionné, révèle les chiffres suivants:**

**(Chez les consommateurs-rices de drogue, 70% sont des gars; ces données correspondent aux autres enquêtes québécoises.)**

**1<sup>o</sup> secondaire (moyenne d'âge: 12 ans): 14% consomment la marijuana ou le haschich, 3,5% parfois à l'école. 7% consomment l'acide, le Pcp, etc., 3,5% parfois à l'école.**

**2<sup>o</sup> secondaire: 38,3% en cheminement particulier consomment la mari ou le hash, 12,6% plus de six fois par mois et 15% en consomment à l'école. Au régulier, la consommation globale baisse à 10% et elle est surtout occasionnelle. 10,6% consomment l'acide, le Pcp, etc., 8,5% parfois à l'école. Au régulier, cette consommation baisse à 5%.**

**3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> secondaire: 20% en cheminement particulier consomment la mari ou le hash, 12% plus de six fois par mois et 10% en consomment à l'école. Au régulier, la consommation est la même qu'au 2<sup>o</sup> secondaire soit 10%. 13% en cheminement particulier consomment l'acide, le Pcp, etc, dont la moitié à l'école. Au régulier la consommation est de 5%.**

**Les autres produits de la drogue sont consommés par une minorité ou occasionnellement. Il est surtout question alors de cocaïne.** 

tent le désir de s'en sortir. J'ai le défi de me distinguer du policier éducateur, afin de ne pas perdre la confiance des élèves. Le premier obstacle se franchit en tissant des liens avec la clientèle. Les visites de classes, les «jases» informelles à la cafétéria, dans les casiers et à l'extérieur m'aident à briser la glace. Cependant, les moyens les plus efficaces pour m'approcher véritablement des toxicomanes demeurent mon travail d'accompagnement à la radio et au café étudiant. J'ai multiplié le nombre d'équipes responsables dans un système de rotation afin d'impliquer le plus possible d'élèves. On y retrouve une vingtaine de consommateurs-rices.

L'autre partie de ma tâche se compose d'entrevues et de relations d'aide. Certains élèves me sont référés par la direction, les enseignants-es et les professionnels-les, mais la majorité de la clientèle vient d'elle-même. Quand je demande aux jeunes ce qui les amène à mon bureau, généralement ils

• **Les prix: 4\$ à 5\$ pour un acide; 6\$ à 7\$ pour un buvard; 15\$ à 20\$ pour un gramme de hasch et 3\$ pour un joint.**

## EST-CE AINSI QUE LES JEUNES DISENT?

Les élèves toxicomanes que j'accompagne me présentent souvent un portrait de victime pour justifier leur habitude. Ils en ont long à dire sur leurs parents, l'école et la société. Lors d'une rencontre, Éric m'a confié: «Ma mère m'a placé dans un foyer d'accueil à l'âge de quatre ans. Elle est revenue me voir huit ans plus tard. Pendant ce temps-là, j'ai été abusé sexuellement et personne ne me croyait. J'étais un petit délinquant. Là, je vis avec ma mère mais je sais que je la déränge. Alors je dors ou je me gèle, ça fait moins mal.»

De son côté, Jean-François, 14 ans, habite dans

une famille de très bonne réputation. La discipline est exercée avec rigueur. Or, depuis deux ans, il consomme de l'acide à l'école et dans sa chambre. Gorge serrée, il me raconte: «Je me gèle pour triper, pour me couper du contrôle de ma mère. Elle m'interdit encore de sortir et de recevoir des appels après l'école. En géographie, j'étais fier de montrer à mes parents mon 90%. Ma mère m'a répondu: «C'est normal, le contraire nous aurait déçus. Continue à faire des efforts, peut-être réussiras-tu à rejoindre le 10% qui manque.» Je déçois toujours ma mère. Je n'en fais jamais assez.»

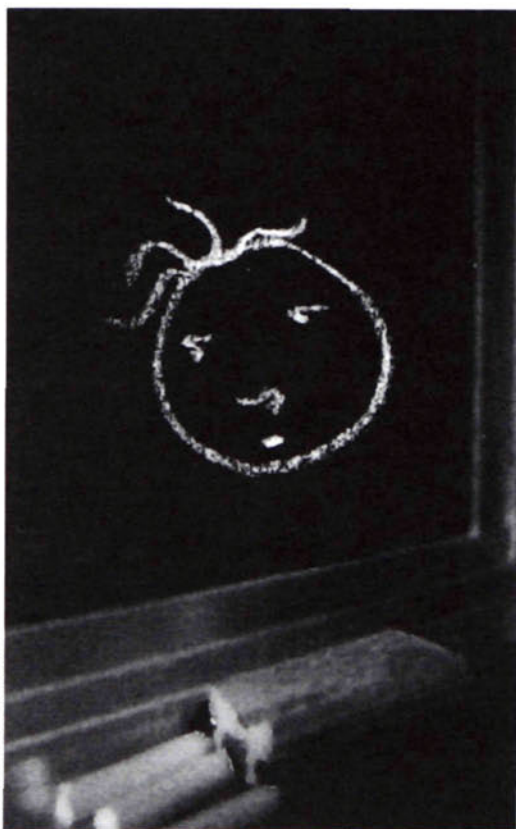


ILLUSTRATION DÉNIS ROUX

me répondent ceci: «Mon chum, mon amie, m'a parlé de ces rencontres avec toi... Je te vois partout, on parle de toi, j'étais curieux...». Ils ne sont pas toujours motivés à remettre en question leur consommation, mais ils manifestent le besoin d'en parler, et de réfléchir sur eux-mêmes.

### CHANGER

Les jeunes toxicomanes ne renoncent pas immédiatement aux effets de la drogue, parce qu'ils en retirent des avantages. Les effets sont agréables, les sensations puissantes leur donnent l'impression de vivre au-dessus de leurs limites et de franchir des frontières autrement inaccessibles. Lorsqu'ils commencent à vouloir rompre avec leurs habitudes, c'est parce que leur vie est devenue intolérable. Ils constatent que la drogue les contrôle. Les souffrances qu'elle provoque dépassent les avantages qu'elle procure. La force de cette prise de conscience dépasse toutes les interventions et toutes les menaces coercitives. L'école comprend de plus en plus que les pressions de toutes sortes sont inutiles tant que le toxicomane ne s'est pas convaincu-e lui-elle-même qu'il-elle

...C'est ici que prend toute l'importance de ne pas intervenir de façon à renforcer les sentiments de rejet.



**S.O.S.**


5040, ST-LAURENT #1  
MONTREAL H2T 1R7  
2 7 7 - 9 9 7 6

**URGENT BESOIN DE VOTRE  
APPUI POUR OBTENIR  
UN PLAN D'ACTION CONTRE  
L'ANALPHABÉTISME  
ET  
UN FINANCEMENT D'URGENCE  
POUR LES GROUPES POPULAIRES  
EN ALPHABÉTISATION.**

Mes patrons me demandent d'organiser des campagnes de sensibilisation sur les conséquences des drogues...

a tout intérêt à changer de vie. Or, cette conviction arrive rarement dans l'esprit du-de la jeune qui ne s'aime pas. C'est ici que prend toute l'importance de ne pas intervenir de façon à renforcer les sentiments de rejet.

Mes patrons me demandent d'organiser des campagnes de sensibilisation sur les conséquences des drogues. Cependant, lorsque j'écoute tous ces jeunes qui entrent dans mon bureau, poings fermés, yeux humides, j'ai le goût de sensibiliser tous-tes les éducateurs-rices et les parents sur les conséquences d'accorder à la nouvelle génération une place si mince pour être écoutée et valorisée.

La relation d'aide avec les consommateurs-rices réguliers-ères pose plusieurs problèmes, même lorsqu'ils sollicitent volontairement mes services. L'une des pires difficultés rencontrées par le-la toxicomane qui veut s'en sortir, c'est de trouver le courage de se détacher de son cercle d'amis-es de la drogue. Dans ce milieu, il-elle trouve la reconnaissance nécessaire pour se sentir quelqu'un-e. Il est essentiel alors dans mon accompagnement de proposer des alternatives qui aident à augmenter l'estime de soi, telles que la radio étudiante et le café. 

Le Fonds humanitaire des Métallos

## Un outil de solidarité internationale

**L**e Syndicat des Métallos établissait en 1985 le premier fonds syndical d'aide internationale. Négocié dans le cadre de près de 300 conventions collectives, le Fonds humanitaire compte aujourd'hui plus de 56 000 métallos canadiens et québécois qui contribuent 1 cent de l'heure travaillée à la solidarité internationale.

Le Fonds humanitaire parraine plus de vingt programmes de développement en Afrique et en Amérique latine. Près de 15% des fonds sont réservés pour le Canada et le Québec. Les Métallos québécois aident les Cuisines collectives Hochelaga Maisonneuve et la Maison du père.



## VOTRE DON VA LOIN

### Vivre enfin sur sa propre terre !

C'est le rêve de milliers de Guatémaltèques chassés de leur pays par la dictature.

Depuis janvier 1993, plusieurs réfugiés ont pu retourner au Guatemala. En toute dignité.

Développement et Paix, grâce à vous, participe à ce retour historique.

Votre don va loin !



#### Voici ma contribution

100 \$    50 \$    25 \$    autre   \$  
 Chèque    Mandat    Visa    Mastercard

Numéro de la carte de crédit

Nom du titulaire

Date d'échéance

*Un reçu pour usage fiscal peut être émis pour les dons de 10 \$ ou plus.*

Reçu:  oui    non

Nom

Adresse

Ville

Province

Code postal

Téléphone



**DÉVELOPPEMENT  
ET PAIX**

5633, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1N 1A3 (514) 257-8711

Numéro d'enregistrement: 0321604-09-08

# LES RÉPERCUSSIONS SUR LA SOCIÉTÉ CIVILE: CES CONFLITS QUI CHANGENT LE MONDE...

LA DIPLOMATIE ARRIVE GÉNÉRALEMENT À RÉSOUDRE LES DIVERS CONFLITS QUI SECOUENT LE MONDE. DES SOLUTIONS POLITIQUES, LARGEMENT MÉDIATISÉES, PRENNENT ALORS TOUTE LA PLACE ET LAISSENT CROIRE QUE TOUT SE RÈGLE.

CES RÈGLEMENTS NE RÉVÈLENT PAS LES TRANSFORMATIONS SOCIOLOGIQUES MAJEURES QUE CES CONFLITS ONT OPÉRÉES. LA DONNE EST CHANGÉE.

DÉSORMAIS, POUR LES POPULATIONS QUI HABITENT CES COINS CHAUDS, LA VIE NE SERA PLUS PAREILLE...

LA GUERRE DU GOLFE EST-ELLE DÉJÀ LOINTAINE DANS NOS SOUVENIRS? UN AN PLUS TARD, LE SOULÈVEMENT DES INDIENS DU CHIAPAS A-T-IL ENCORE UN SENS? LE SIÈGE DE SARAJEVO QUI DURE DEPUIS MILLE JOURS EST-IL TROP VIEUX POUR NOUS ÉMOUVOIR? LES MUTATIONS SOCIOLOGIQUES ET POLITIQUES SONT TELLES QU'AUCUNE ENTENTE POLITIQUE NE SAURAIT LES RÉVÉLER. CES CONFLITS ONT CHANGÉ LE MONDE...

**UN DOSSIER COORDONNÉ PAR JEAN ROBITAILLE**



PHOTO: JEAN MÉNARD

# L'ANNIVERSAIRE MOINS

**N**ovembre 1994, San Cristobal de Las Casas, capitale du Chiapas. Tout semble normal. Le marché s'agite de toutes parts. Des touristes circulent. Les magasins vendent. Presque rien ne laisse supposer qu'à quelques kilomètres de la ville, dans la Selva Lacandone, une armée de paysans-nes et d'autochtones bouleverse depuis bientôt un an l'agenda politique du Mexique. Le 1<sup>er</sup> janvier 1994, alors qu'entraînent en vigueur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) prenait d'assaut plusieurs villes importantes du Chiapas. *Ya basta!* Assez d'être exploités-es, exclus-es des décisions et humiliés-es parce qu'indiens-nes. «Assez de souffrir du froid, de la maladie, de l'ignorance et de la faim qui fait mal jusque dans les os», me dira Don Juan.

Les zapatistes avaient bien choisi leur

JULIE PERREULT  
ENVOYÉE SPÉCIALE AU CHIAPAS

moment. Au cœur des revendications autochtones, comme toujours, la propriété de la terre et son utilisation. Au cœur de l'ALÉNA, l'abrogation de l'article 27 de la Constitution mexicaine qui garantissait, depuis la réforme agraire de 1930, la propriété communale des terres. L'entrée en vigueur de l'ALÉNA devait célébrer l'arrivée du Mexique dans le club des pays du premier monde. Les libre-échangistes des trois pays (Canada, Mexique, États-Unis) n'ont pas eu le temps de célébrer: les télévisions du monde entier diffusaient dès midi les images des guérilleros indiens.

## UN RÉVEIL BRUTAL

«Le Mexique d'avant le 1<sup>er</sup> janvier 1994

n'est plus le même après cette date», confie Leonardo Gonzalez du Centre des droits humains Fray Bartolome De Las Casas. «Dans le monde entier, l'image idyllique d'un Mexique en plein développement et en train de résorber sa pauvreté éclate avec le soulèvement indien.» Cette vision d'un pays moderne qui se compare aux pays industrialisés a été diffusée par le gouvernement de Salinas, président du pays, au pouvoir depuis 1988. Ce 1<sup>er</sup> janvier, des Mexicains-nes des villes moyennes et de la capitale, ceux et celles bercés-es par le message du PRI (Parti révolutionnaire institutionnalisé, au pouvoir depuis 60 ans) se réveillent brutalement. Une large frange de la population, autochtone mais aussi métisse, vit dans une extrême pauvreté. Les Mexiques indiens reprennent une place dans l'identité nationale. En quelques jours et pour de nombreux mois, le Chiapas, cet État du sud, oublié, va devenir le centre d'intérêt de la presse

## LA LUTTE ARMÉE: UN CHOIX DIFFICILE

JULIE PERREULT

**À** la différence d'autres guérillas latino-américaines, l'EZLN n'a pas pour objectif de prendre le pouvoir. L'armée zapatiste est issue du mouvement populaire. La voie armée représente ainsi un moyen privilégié pour attirer l'attention. Cette «armée politique», comme le dit Marcos, veut favoriser l'émergence de la société civile, aux plans régional et national. Depuis le cessez-le-feu, de nombreuses organisations civiles prennent le relais de la lutte pour la démocratisation du pays, de façon plus pacifique.

Mais on s'en doute, plusieurs Mexicains-es sont réticents-es à recourir aux armes pour solutionner des conflits socio-politiques. La peur est grande de voir s'enflammer le Mexique et de voir divers groupes armés (police privée, narco-trafiquants, groupes para-militaires) profiter du contexte pour installer dans leurs fiefs le pouvoir des armes. Gabriel, un

ancien militant du Mouvement international des étudiants-catholiques exprime ainsi sa dissidence: «Marcos n'incarne pas un symbole pour moi. À n'importe quel moment, on pourrait perdre le contrôle de ce mouvement et tout le Mexique pourrait s'enflammer. Je connais le Chiapas et je comprends qu'un groupe armé apparaisse comme une solution. Mais le Mexique est une poudrière.»

D'autres regrettent les morts innocentes. «Ils ont fait une erreur stratégique. Ils auraient dû revendiquer leurs droits pacifiquement avant d'aller en guerre», estime Humberto, un commerçant du marché de San Cristobal. Mais d'autres se rappellent que c'est ce qui a été fait depuis des décennies. Et toujours le silence et la faim pour toutes réponses. Cette fois, la voix des armes aura résonné par delà les montagnes du Chiapas. Et Marcos de soutenir: «Le sang n'aura pas coulé




**Dans les journaux, en figurine: Marcos, le sous-commandant du EZLN. Un symbole.**

PHOTO: JULIE PERREULT

Le tribunal électoral populaire, en novembre 1994. ▶

# JOYEUX

écrite et parlée. Le fait indien devient incontournable.

Ces changements socio-culturels vont faire apparaître un symbole, celui du sous-commandant Marcos, porte-parole de l'EZLN, ce guérillero encagoulé. En octobre 94, le symbole de Marcos est encore bien visible sur la place centrale de Mexico. De petits kiosques vendent des *t-shirts* à l'effigie du guérillero à côté de ceux du Che. À San Cristobal, au Chiapas, des petites poupées de fabrication artisanale représentent les membres de l'armée zapatiste. Dans les librairies, des dizaines de livres qui décrivent et analysent le soulèvement indien. Pour les dépossédés-es, les appauvris-es et pour plusieurs opposants-es du PRI (véritable «Parti-État»), la lutte armée apparaît comme une alternative. À Oaxaca, Veracruz, Puebla, Michoacan et Guerrero, d'autres groupes armés sont actifs. 

Réfection de rues: cadeau du PRI pour diminuer la tension au Chiapas? Entre janvier et juillet 1994, plus de 220 millions S auraient été injectés dans la région, soit 44% de plus que ce qui avait été budgétisé. (*Washington Post*, 6 juillet 1994.) ▼



PHOTO: JULIE PERREAULT

pour rien. C'est la première fois que les paysans et les autochtones sont plus organisés que les propriétaires terriens.»

## UN RÊVE DE PLUS DE VINGT ANS

Loin d'être un mouvement spontané, le soulèvement zapatiste a derrière lui de nombreuses années d'un travail d'éducation populaire. «Toute cette expérience s'est développée à partir d'un projet de radio communautaire, destinée aux paysans et aux indiens de la région», me dit une femme au marché. «Petit à petit, la privatisation de cette radio a rendu difficile le travail d'éducation. Et on a assisté à la formation de cette nouvelle forme de lutte qu'est l'EZLN. Il faut dire que le mouvement paysan et indien, après plusieurs années de revendications pour la terre, était fragmenté et sans perspectives, même si certaines organisations maintenaient le cap. L'EZLN est, d'une certaine façon, le produit de cette impasse organisationnelle et politique. Selon Arturo Luna, secrétaire d'une importante organisation d'ouvriers-ères agricoles et de paysans-nes (CIOAC), «le soulèvement zapatiste redynamise l'ensemble du mouvement et nous oblige à inventer de nouvelles façons d'agir, plus créatives.» Et selon Leticia Gutierrez du Secrétariat international de solidarité Oscar Romero, «ce qui est nouveau, c'est l'ampleur de la mobilisation actuelle.»


Pour plusieurs métis-ses, engagés-es dans des organismes non-gouvernementaux (ONG) et qui luttent au quotidien contre l'appauvrissement, l'EZLN ramène l'utopie à l'ordre du jour. Gérardo Gonzalez de CONPAZ soutient: «Qu'on soit d'accord ou pas avec la solution armée, l'EZLN démontre qu'un changement est possible. Un changement de fond.» 



PHOTO: COURTOISE DÉVELOPPEMENT ET PAIX ET MARTHE LAPIERRE




PHOTO: JULIE PERREAULT

«Les jeunes du Chiapas, nous voulons la paix.» ▶

## UN MEXIQUE PLURIETHNIQUE

**(J.P.) Être Mexicain-e, c'est provenir d'un des divers groupes humains qui cohabitent sur le territoire du Mexique. Les métis-ses forment la grande majorité de la population. Ce sont les descendants-es du mélange entre Amérindiens-nes et Espagnols-es. La plupart ont adopté le mode de vie et la vision occidentale du monde. Plusieurs ont tendance à renier et à dévaloriser leurs racines indiennes.**

**Les Indiens-nes (ou amérindiens-nes ou autochtones) forment au minimum 15% de la population. Ce sont les descendants-es de cultures aussi diverses que celle des Mayas, des Aztèques, des Otomis, etc.** 

## CHRONOLOGIE

**1524-1540** Conquête espagnole et esclavage des Indiens-nes du Chiapas.

**1712-1713** Des Tzeltales et Tzotzils se révoltent contre l'impôt et la dépossession de leurs terres.

**1910** Emiliano Zapata et des Indiens du Sud luttent pour une réforme agraire.

**1990-1993** Manifestations, marches, blocage de routes pour dénoncer les emprisonnements sommaires des autochtones et le pillage des villages.

**1<sup>er</sup> janvier 1994** Entrée en vigueur de l'ALENA et abrogation de l'article 27 de la Constitution mexicaine. L'armée zapatiste (EZLN) assiège des mairies du Chiapas et déclare la guerre au gouvernement de Carlos Salinas.

**12 janvier** Un cessez-le-feu est déclaré et respecté.

**21 fév.-2 mars** Négociations entre représentants du gouvernement et du EZLN. L'évêque du Chiapas, Samuel Ruiz, agit comme médiateur.

**10 juin** Refus des propositions du gouvernement. Appel à la Convention nationale démocratique, espèce d'assemblée populaire à la grandeur du pays, tenue en août 1994.

**21 août** Élections qui reportent au pouvoir le PRI. Accusations de fraude.

**Août à novembre** Vaste mouvement de résistance civile dans le Chiapas: proclamation de régions autonomes, refus de payer l'électricité, l'eau, mise en place d'autorités populaires, «prise de terrains», refus de se voir imposer un député du PRI, etc. Tenue de la deuxième Convention nationale.

**Décembre** Nouvelles confrontations armées.

## L'ÉGLISE DIVISÉE

**(J.P.) L'Église catholique joue un rôle central au niveau de la médiation du conflit. On a intimidé plusieurs fois «l'évêque des indiens», Don Samuel Ruiz. En novembre 93, les propriétaires terriens de la région avaient mené une vigoureuse campagne pour son expulsion du diocèse.**



**Dans le quartier Tlaxcala, à San Cristobal de Las Casas.**



**Maison de déplacés-es, dans le même quartier.**

**Femme lavant son linge dans un ruisseau... presque un égout. Quartier Tlaxcala de San Cristobal.**




PHOTOS: JULIE PERREAU

## QUAND TOUT S'ACHÈTE LES RÉFUGIÉS-ES

**[J.P.]** Déjà une heure que je marche. Le centre de San Cristobal De Las Casas est loin derrière. J'arrive enfin à Tlaxcala, ce quartier périphérique. Ici, les routes sont en terre battue et à plusieurs endroits, je remarque des maisons précaires en bois. Elles contrastent avec celles de briques qui les entourent. «Ce sont des constructions récentes», me dit Mariane du Groupe de femmes. «Ces maisons sont celles des déplacés-es par le conflit armé ayant opposé l'EZLN et l'armée mexicaine.»

Comme dans tous les conflits, des milliers de personnes fuient les zones de combat. Au Chiapas, 10 000 à 15 000 veuves, orphelins-es et groupes de familles forment le contingent de réfugiés-es. Or, en plus du déracinement, ils et elles vivent un important choc culturel. Dans les régions rurales qui les ont vus-es naître et grandir, règne une économie principalement basée sur l'autosuffisance alimentaire et l'échange pour les biens non-produits dans la communauté. L'argent est marginal. Mais, dans les villes qui les accueillent, tout s'achète.

Sans toit stable, sans eau potable, sans argent, sans savoir parler l'espagnol, des femmes se prostituent. Les militaires peuvent payer. Des enfants mendient. Des hommes sont parfois journaliers. Abasourdis, ils boivent. La violence conjugale grimpe. 

Différents articles à l'effigie du EZLN (Armée zapatiste de libération nationale), San Cristobal.

# 6 000 DÉLÉGUÉS-ES DANS LA JUNGLE... ET DANS LA RUE

JULIE PERREULT



PHOTO JULIE PERREULT

**L**e soulèvement zapatiste a littéralement dynamisé les secteurs d'opposition au Mexique. La Convention nationale démocratique (CND) a réuni dans la jungle du Chiapas 6 000 délégués-es représentants des secteurs progressistes de tous les États du Mexique en août 1994.

Pour ce qui est de la région du Chiapas, des organisations indiennes et paysannes, ainsi que plusieurs organismes civils et individus, tous opposés aux politiques du PRI, se sont aussi formés en coalition afin d'évaluer les résultats électoraux. On souhaite que la démonstration éloquente de nombreuses irrégularités évite l'imposition par le PRI du gouverneur de l'État du Chiapas.


Un vaste mouvement de résistance civile s'est mobilisé là où le PRI prétend

l'avoir emporté. Ainsi, des centaines de personnes bloquent des routes, ferment des écoles, expulsent des propriétaires terriens et destituent des élus-es corrompus-es. À la fin octobre 1994, plus de 25% des agglomérations du Chiapas se voyaient dirigées par des conseils populaires. Plus qu'un rejet du PRI, ce mouvement veut s'autogouverner et propose la création de régions autonomes. Sans visée séparatiste, il veut plutôt créer un quatrième palier de gouvernement. Ces parlements régionaux s'inséreraient entre les instances déjà existantes aux niveaux municipal, des États et de la Fédération. Selon un document du Front indépendant des peuples indiens (FIPI), des régions autonomes administreraient les ressources de leurs territoires et assureraient le développement des communications, des infrastructures et de formes d'organisa-

tions politiques respectueuses des pratiques culturelles des populations locales.

## NE PLUS PAYER

Ce qui transcende toute cette agitation populaire, c'est ni plus ni moins une redéfinition des rapports de force entre secteurs de la société mexicaine. Une dame au marché résume bien la situation: «Les zapatistes ne veulent plus payer l'électricité, l'eau, les impôts parce qu'ils savent que c'est cet argent qui donne du pouvoir aux "caciques"». Les "caciques" sont les autorités locales qui cumulent souvent des pouvoirs économiques, politiques et religieux. Ce sont des hommes puissants, liés au PRI, refusant toute opposition, généralement craints par leurs communautés.

Des propriétaires métis ont peur de tout perdre. Tellement, que les éleveurs dont les terres et les troupeaux ont été occupés ou repris par l'EZLN sont partis à Mexico tenir une grève de la faim, afin d'être écoutés par le gouvernement. Quelques autochtones perdront aussi du pouvoir. Déjà, les caciques locaux qui avaient le monopole de la vente d'alcool sont surveillés par des guérites civiles visant à restreindre l'entrée de boissons alcoolisées dans quelques communautés. Ailleurs, des villages ont demandé d'obtenir directement les subventions agricoles sans qu'elles transitent par les mains de *leaders* autochtones liés au PRI. 

## LE PRI DIVISÉ

**Une redéfinition des rapports de force semble aussi se produire au sein de l'appareil politique qu'est le PRI. En témoigne le double discours quant au règlement du conflit les opposant au EZLN. Un groupe semblait privilégier la négociation pendant que d'autres incitaient l'armée à resserrer l'étau autour du territoire contrôlé par la guérilla. En témoigne aussi la série d'attentats politiques, qui ont entre autres coûté la vie à Colosio et Ruiz Massieu, respectivement candidat présidentiel et secrétaire général du PRI.**



L'équipe de travail du Groupe des femmes de San Cristobal de Las Casas, quartier Tlaxcala.

# DES VOIX VENUES DU SILENCE DES FEMMES DESCENDUES DES MONTAGNES

JULIE PERREAULT

Elles sont venues de loin, avec sous le bras leurs enfants. Descendues des montagnes du Chiapas, ces femmes autochtones sont venues participer à un atelier d'information-formation sur la situation régionale. Divers forums se sont tenus depuis quelques mois au sein desquels des femmes tzeltales, tzotziles, tojolabales et mames font entendre leurs préoccupations. Elles manquent de tout: cliniques, moyens de transport, vêtements, habitations convenables, terres, écoles accessibles, etc. Et c'est à cause de cette pauvreté et des mauvais traitements qu'elles subissent de la part de métis, de propriétaires terriens, de soldats et d'hommes de leurs communautés, qu'elles ont décidé de s'organiser.

Il est venu le temps d'avoir droit à la terre. Traditionnellement, «aux femmes on ne donne pas de morceau de terre. Pourquoi, quand les garçons sèment, leur donne-t-on à eux une parcelle? Nous savons semer et nous savons travailler», affirme une femme tzotzite. Et parlant du travail, celles de Motozintla disent: «Travailler nous permet de sortir de la communauté, de voyager, de voir des choses et d'acheter. Mais la communauté critique les femmes qui agissent ainsi. On dit que ces femmes se vendent, se prostituent.»

Les femmes veulent régler des problèmes concrets. Pas facile quand on est analphabète et que l'espagnol échappe à ces femmes qui ne parlent que leur langage autochtone. Traditionnellement, dans les campagnes, les femmes sont moins scolarisées et ont moins l'habitude d'aller commercer en ville. «Je ne sais pas parler», me dit l'une d'elles.


Ça en dit long sur les difficultés qu'elles rencontrent lors des réunions régionales ou nationales où les discussions ne sont pas toujours traduites simultanément. Le discours y est souvent abstrait et mené par des hommes, pendant de longues heures. Mais elles sont présentes. Peu nombreuses mais debout. 



PHOTO: ANTONIO TURK



PHOTO: JULIE PERREAULT

**Marche  
organisée  
par le PRD,  
à la  
mémoire de  
300  
membres  
assassinés.**

PHOTO: PHILLIP VON RECKLINGHAUSEN

PIERRE VALLIÈRES

**L**e choc est considérable. La ville est à moitié détruite. Plusieurs immeubles, surtout le long de la Voivode Putnika (l'Allée des *snipers*), ont totalement disparu. Les murs encore debout sont calcinés. Partout, nous voyons des gens en train de travailler dans les minuscules potagers aménagés sur chaque parcelle de terre pouvant encore être bêche. D'autres transportent quelques biens qu'ils iront vendre au marché noir ou qui leur serviront de monnaie d'échange. Car le revenu personnel moyen à Sarajevo est d'environ 1\$ canadien par mois, allocations incluses, alors que les prix des denrées alimentaires sur le marché noir sont de trois à cinq fois plus élevés qu'à Montréal. Le troc est donc pratiqué par tout le monde.

Les tramways et les autobus ont recommencé à circuler. Le transport en commun est gratuit, car à peu près personne n'a d'argent. Les rues bourdonnent d'automobiles et de camions qui portent à leurs flancs plusieurs blessures de guerre. La carrosserie de certains véhicules en circulation montrent les trous de dizaines d'impacts, tout comme les murs, les monuments, les rues et les trottoirs. Il est tombé deux millions d'obus sur Sarajevo, sans compter les grenades et les balles des *snipers*. En tout, près d'une vingtaine d'impacts au mètre carré.

À notre arrivée dans la ville, une certaine accalmie règne. Le fragile cessez-le-feu imposé par l'OTAN après le massacre du marché Markale, en février 1994, a permis aux citoyens-nes de quitter les caves de la cité pour reprendre les habitudes d'une certaine vie normale. «Une imitation de la vie nor-



## UNE IMITATION DE VIE NORMALE

male», précise Mehmed Halilovic, l'éditeur en chef du quotidien *Oslobodenje*.

Une imitation certes, car comment vivre normalement dans une ville assiégée depuis près de trois ans, totalement coupée du monde extérieur et qui manque de tout: eau, électricité, gaz, papier, etc.?

### LA RÉSISTANCE AUX MAINS NUES

À portée des canons serbes, comment se comporte la population de Sarajevo? Avec une dignité têtue qui refuse de capituler. Mais aussi avec une fatigue évidente. Le siège de Sarajevo dure depuis mille jours. Mille jours d'emprisonnement forcé, de résistance quotidienne, de survie, d'angoisse et de deuil. Chaque famille de Sarajevo a son lot de

victimes: de morts-es, de blessés-es, d'exilés-es. Et chaque dimanche, la population fleurit les tombes des siens-nes dans les cimetières improvisés qui remplacent les anciens terrains olympiques et les plus beaux parcs de la ville.

Chaque matin, à l'aube, les hommes, les femmes, les personnes âgées et les enfants sortent massivement de chez eux pour échanger les coupons de l'aide humanitaire contre un peu de pain, d'huile, de riz, de farine ou quelques boîtes de conserves. Ceux, très rares, qui possèdent des *deutsche-marks* (l'unique monnaie acceptée par les revendeurs) se procurent certaines denrées au marché noir, comme des bananes, du chocolat, du papier hygiénique, des cigarettes, du papier à lettres, des enveloppes, des fleurs, voire même du poulet. Mais ce marché n'a rien à voir avec l'opulence des centres commerciaux occidentaux. La rareté est là aussi très grande, ce qui explique les prix très élevés des marchandises offertes.

### SANS SALAIRE

Comme dans toutes les villes en guerre, des ingénieurs-es, des architectes, des chercheurs-es, des enseignants-es se sont improvisés chauffeurs de taxi, interprètes, guides ou restaurateurs-rices pour se procurer des *deutschemarks* auprès des visiteurs-ses et des Casques bleus. Plusieurs professionnels-les poursuivent leurs activités sans recevoir de salaire. C'est notamment le cas des journalistes, des médecins, des infirmiers et infirmières, des professeurs-es d'université, des écrivains et des artistes. D'autres enfin s'occupent à nettoyer la ville, à brûler les déchets, à réparer les édifices endommagés, à «patenter» des générateurs d'électricité, à dresser des plans de reconstruction, à organiser des activités

culturelles, à redonner vie à la société civile.

Des citoyens-nes ont mis sur pied de minuscules restaurants sobrement équipés d'un four à micro-ondes, d'un petit poêle au gaz, d'un comptoir et de quelques tables. Au menu: ce qui se trouve le jour même au marché noir. Souvent, le patron ou la patronne se rend au marché le plus proche une fois passée la commande du client. On veut être certain d'être payé par le client avant d'aller chercher les aliments requis.

### CULTURE ET GRAFFITIS

Les activités culturelles occupent une grande place dans la vie quotidienne. Chaque jour, à Sarajevo, il y a du théâtre, du cinéma, des expositions, des lectures publiques, des performances. C'est ainsi depuis le début de la guerre et de l'état de siège. Des affiches et des graffitis interpellent les grandes puissances, la démission occidentale, l'aveuglement des intellectuels-les étrangers. La résistance culturelle crie au secours.

Mais personne ne veut entendre. Au contraire, les gouvernements occidentaux évitent de mécontenter les agresseurs pour protéger le travail de leurs Casques bleus. Or, ce travail qu'on dit humanitaire contribue paradoxalement à consolider les conquêtes serbes, à perpétuer l'état de siège et la guerre. ☹️

Pierre VALLIÈRES a séjourné à Sarajevo en juin et juillet 1994.

# DES INTELLECTUELS À L'ORIGINE DU NETTOYAGE ETHNIQUE

PIERRE VALLIÈRES

**Les Serbes, qui formaient la principale nation de l'ex-Yougoslavie sans pourtant y être majoritaires (9,8 millions en Serbie même sur un total de plus de 34 millions de Yougoslaves) ont, depuis l'éclatement de la fédération, revendiqué une modification des frontières qui leur permettrait d'intégrer à une Grande Serbie les Serbes de Croatie (580 000), de Bosnie-Herzégovine (1,4 million), de Macédoine (44 000) et d'ailleurs. Plus encore, aux yeux de l'expansionnisme serbe, les non-Serbes doivent purement et simplement disparaître du territoire de l'éventuelle Grande Serbie. Les idéologues de Belgrade voient les non-Serbes comme les dirigeants nazis voyaient les Juifs: une saleté à nettoyer. D'ailleurs, l'expression «nettoyage ethnique» est on ne peut plus explicite.**

**L'idée de la Grande Serbie est un concept né durant les luttes anti-ottomanes au 19<sup>e</sup> siècle et remis à la mode en 1986 par les intellectuels de l'Académie des Sciences de Belgrade. Dans le Memorandum de cette Académie, publié en 1986, le projet de la Grande Serbie mettait déjà de l'avant la nécessité pour la Serbie de changer par la force les frontières des républiques voisines ou de les annexer purement et simplement, afin que «partout où existe une tombe serbe, ne fût-ce qu'une seule, cette terre soit intégrée à la Grande Serbie».**

**Pour justifier l'expansionnisme grand-serbe, les intellectuels-les de Belgrade sont même allés jusqu'à soutenir que les Musulmans-es, les Croates, les Macédoniens-nes, les Albanais-es (du Kosovo) et les Monténégrins-es n'étaient que des Serbes «convertis» au Moyen-Âge par les anciens conquérants catholiques ou musulmans. Bref, les non-Serbes n'auraient jamais existé en Yougoslavie!**

**L'agression serbe, d'abord contre la Slovénie, puis la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, tire son argumentation idéologique du Memorandum de 1986, qui réécrit l'histoire pour légitimer la guerre et le génocide. ☹️**



PHOTOS ANDRÉ McLAUGHLIN



PHOTO ROMANO CAGNONI



PHOTO ZORAN FILIPOVIC

PIERRE VALLIÈRES

«L'ESPRIT DE SARAJEVO», CETTE DÉFENSE ACHARNÉE DE LA DÉMOCRATIE, DU PLURALISME ETHNIQUE ET CONFESIONNEL, DU MÉTISSAGE CULTUREL, SURVIVRA-T-IL? CET IDÉAL QUI FAISAIT L'ENVIE DE TOUTES LES CAPITALES EUROPÉENNES AUX PRISES AVEC DES PROBLÈMES INTER-ETHNIQUES DEVIENDRA-T-IL UN FANTÔME TOUT JUSTE CAPABLE DE HANTER LES CAPITALES QUI L'AURONT ABANDONNÉ?

**U**ne très grave question agite en ce moment la société bosniaque, particulièrement à Sarajevo. Abandonnée à son sort par l'Europe et l'Amérique depuis trois ans, la Bosnie-Herzégovine réussira-t-elle à préserver son caractère multiethnique, ce tissu transnational forgé tout au long de sa longue histoire, ou bien, vaincue par le désespoir, finira-t-elle par se transformer inéluctablement en un État islamiste, le premier du genre en Europe? La question est loin d'être académique.

Certes, les oppositions aux nationalismes «ethniques» existent toujours à Sarajevo et dans d'autres villes de Bosnie-Herzégovine. Mais ces oppositions redoutent de plus en plus d'être marginalisées et finalement isolées si la communauté internationale ne prend pas rapidement les moyens d'arrêter cette guerre qui a totalement disloqué la Bosnie-Herzégovine, rasé ses villes et ses villages, et déporté ou déplacé près de la moitié de sa population.

On ne laisse pas massacrer un peuple sans défense sans, du même coup, préparer le terreau de dangereux lendemains. (Y aurait-il eu un intégrisme israélien sans l'expérience de l'Holocauste, le souvenir amer de l'Abandon universel?) Déjà, une bonne partie des élites bosniaques s'est résignée à l'exil, une autre partie a été tuée par les bombardements ou les francs-tireurs. Les intellectuels-les, les universitaires, les artistes qui résistent toujours, sur le terrain, voient leurs rangs

## «L'ESPRIT DE SARAJEVO» EN DÉROUTE LA BOSNIE SUR LA VOIE DE L'ISLAMISME?

diminuer inexorablement. Parallèlement, les populations des campagnes, chassées par les escadrons de la mort de la purification ethnique, sont forcées de se réfugier dans les villes pour échapper aux camps de concentration et chercher à survivre à la tragédie. Ces populations, meurtries et plus traditionalistes, sont activement courtisées par les idéologues de l'islamisme. Et cela avec d'autant plus de facilité que l'Ouest justifie son indifférence ou son cynisme en s'acharnant à décrire le peuple bosniaque comme «musulman».

### UN PEUPLE DÉTOURNÉ DE SON HISTOIRE

Pourtant jamais, au long de son histoire, le peuple bosniaque n'a voulu se définir sur une base confessionnelle. L'islam fait partie de sa culture, au même titre que le catholicisme, l'orthodoxie, le judaïsme espagnol, etc. Même si les Bosniaques d'appartenance culturelle musulmane constituaient, au début de la guerre, le groupe le plus important du pays (42%, contre 31% de Serbes, 17% de Croates et 10% d'autres origines), ils-elles n'ont jamais constitué et ne se sont jamais définis-es comme une «majorité» (à l'opposé des Slovènes, par exemple, qui forment 90% de la population de leur pays).

La Bosnie, actuellement amputée de 70% de son territoire, devient de plus en plus musulmane, non pas par choix, mais par la force des choses. La guerre est en train de créer ce




contre quoi elle était censée être dirigée: la création de facto d'un État islamiste ou, à tout le moins, à forte majorité musulmane, dans le territoire en forme de peau de chagrin qui demeure encore sous le fragile contrôle du gouvernement de Sarajevo.

Bref, l'idée de la Grande Serbie, «racialement pure», en plus d'amputer la Bosnie-Herzégovine et la Croatie d'une grande partie de leur territoire respectif au nom d'une «nouvelle» Yougoslavie serbisée mur à mur, oblige les Bosniaques et les Croates à se replier sur une identité ethnique ou confessionnelle. Si en Croatie le sentiment national croate était déjà assez fort avant la guerre, en Bosnie-Herzégovine, au contraire, ce sentiment national ou «nationaliste» n'a jamais reposé sur l'affirmation ethnique ou confessionnelle. Au contraire, l'identité bosniaque revendiquait son caractère cosmopolite et s'affichait comme résolument anti-nationaliste.

### L'INDÉPENDANCE COMME AUTO-DÉFENSE

La Bosnie-Herzégovine est devenue un État indépendant, en 1991, par auto-défense. Avec l'espoir que la communauté internationale lui éviterait la guerre et surtout le dépeçage ethnique. Or, contre toute attente, la communauté internationale, après avoir reconnu l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine et voté son admission à l'Organisation des nations unies (ONU), a multiplié les «plans de paix» ou plutôt de partition du pays qui ne faisaient, au fond, qu'entériner en droit international les conquêtes serbes accomplies au nom du nettoyage ethnique. Ce qui ne s'était jamais vu en Europe depuis l'ère nazie.

En même temps, d'autres voix, gagnées à leur tour par la fièvre nationaliste, ont commencé à se prononcer ouvertement contre les mariages mixtes et voudraient imposer l'enseignement islamique obligatoire, voire même l'apprentissage de l'arabe! Certains-es islamistes ont déjà conclu à l'impossibilité de réconcilier à nouveau musulmans, serbes et croates bosniaques. À leur tour, mimant les fondamentalistes serbes, ils-elles se mettent à nier systématiquement l'identité culturelle commune aux Bosniaques de toutes origines, ethnies ou confessions. 

## RÉPERCUSSIONS DE LA GUERRE DU GOLFE:

LA GUERRE DU GOLFE N'AURA PAS ÉTÉ QU'UN ÉPISODE SANGLANANT DANS L'ÉDIFICATION D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL. DES VÉLLÉTÉS DIVERSES COUVENT DANS LES CENDRES DE CE CONFLIT.

**D**epuis 1991, des dizaines et des dizaines de pétitions et de communiqués circulent, en Arabie saoudite, appelant à «l'équité dans la distribution des recettes publiques», à l'arrêt des exactions, des emprisonnements arbitraires de milliers de personnes, à un partage des pouvoirs, et dénonçant la corruption de la famille régnante. L'émergence d'une opposition structurée appelant à des réformes nationales est un fait surprenant, inhabituel, voire «révolutionnaire» en Arabie saoudite. Ce pays est très hétéroclite et la royauté est le seul garant de son unité face à ses 18 provinces et ses dizaines de tribus jalouses de leurs prérogatives et de leurs pouvoirs. Les oppositions sont traditionnellement éparses, partisans, contradictoires. Pour la première fois, il y a une opposition, plus ou moins structurée, appelant à des réformes nationales.

En outre, cette nouvelle opposition est le fait d'un Comité de défense des droits légitimes (CDDL), un groupement de tendance islamiste créé en 1993. Or l'Arabie saoudite est un royaume gouverné par les 2 000 membres de la famille «Saoud» (d'où le nom du pays), qui se basent sur les principes et les rites religieux du wahabisme (doctrine fondamentaliste prônant l'application pure et dure de la *Chariâa*) pour asseoir un pouvoir absolu. Que des religieux, dont des notables sur lesquels comptait le régime, exigent qu'une commission juge la conformité des lois et des statuts du royaume avec la *Chariâa* (loi islamique très différente d'un pays à l'autre, constituée des exemples donnés par la conduite du prophète et par les tradi-



# LA PAIX BÂCLÉE

ABDELHAMID GMATI

tions), prouvent qu'il y a «quelque chose de pourri dans le Royaume saoudien».

## ÉMERGENCE D'OPPOSITIONS POLITIQUES

Indéniablement, l'émergence d'oppositions politiques, même à connotation religieuse, dans certains pays de la région, est l'une des répercussions les plus notables de la guerre du Golfe. La démocratisation des pays de la région était l'une des promesses faites par les États-Unis pour justifier leur intervention contre le régime dictatorial en Irak. Washington multiplie, du reste, ses pressions pour que ses alliés s'ouvrent aux principes démocratiques. Avec un succès mitigé: le Koweït, l'Arabie Saoudite, Oman se sont dotés de parlements consultatifs, sans aucun pouvoir de décision. Rien de substantiel dans les faits, mais une prise de conscience et le déclenchement de forces de contestation jusque-là timides ou ignorées, sans soutien ni présence. À ce titre, le principal effet de la guerre du Golfe sur les populations a été celui de catalyseur.

## APPAUVRISSMENT ET DÉSÉQUILIBRES

En Irak, l'embargo, en vigueur depuis quatre ans, et la guerre civile qui a suivi, sont plus néfastes que la guerre elle-même qui a, pourtant, détruit les infrastructures industrielles du pays: les populations en sont réduites à la misère, à la spéculation et à la criminalité. À Bagdad, hier encore fleuron du monde arabe, la pénurie de biens de toutes sortes a transformé la ville en un immense «souk où tout se vend, s'achète et se revend», selon les lois peu orthodoxes de la contrebande et de la «débrouillardise». Les habitants-es en sont réduits-es à monnayer leurs biens (meubles, vêtements, électro-ménager...) pour survivre. Les riches le sont beaucoup moins et les pauvres s'appauvrissent. On ne parle plus d'économie en termes de croissance, de développement, d'emploi, de niveau de vie ou d'épargne, mais en terme de survie. Privé de sa manne pétrolière, le régime n'en finit plus de rationner le rationnement et faire la guerre aux spéculateurs et autres «ennemis-es du peuple». Dans le nord et le sud du pays, les populations kurdes et chiites paient lourdement leur soulèvement contre Saddam Hussein qui, outre de les faire bombarder de temps en temps, leur a coupé les vivres, leur infligeant ainsi un second embargo. Actuellement, ces populations survivent du peu qui leur parvient des organismes internationaux.

Sans atteindre ce degré d'indigence, les autres populations de la région subissent un appauvrissement général, dramatique dans certains pays. Du côté des «vainqueurs», la lourde facture de la guerre (plus de 200 milliards \$US) et la baisse du prix du pétrole (l'un des enjeux du conflit) handicapent



PHOTO MARK EDWARDS

lourdement l'effort de reconstruction. Le Koweït doit en outre faire face à un «renouvellement» de sa population<sup>1</sup>. Le départ et l'expulsion en masse des Palestiniens-nes (400 000), des Irakiens-nes, des Égyptiens-nes et des Syriens-nes, qui tenaient les leviers de l'économie (ingénieurs-es, enseignants-es, universitaires, gestionnaires et même hauts responsables au gouvernement), ont ébranlé le fonctionnement de plusieurs institutions économiques, sociales et éducatives. Le remplacement de techniciens-nes et de concepteurs-riche n'a pas été facile et on raconte des anecdotes comme celle de ce ministre qui a eu des difficultés à maintenir son standard téléphonique en bon ordre de marche.

Endetté, et devant composer avec des revenus pétroliers amoindris, le Koweït a pris des mesures draconiennes, telle que la suppression de certains avantages et subventions à des produits et services comme l'électricité, l'eau, l'essence, le téléphone (auparavant, il suffisait d'être de nationalité koweïtienne pour en jouir gratuitement). Les mêmes problèmes se posent aux populations du Golfe (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Oman, Qatar, Bahrein) qui doivent subir les restrictions dues aux objectifs sécuritaires (armée, réarmement, etc.). →

1 Il faut rappeler ici qu'il est pratiquement impossible à un-e «étranger-ère» d'obtenir la nationalité koweïtienne. Même pas en y étant né-e ou après un séjour de 20, 30, 40 ans dans le pays (c'est le cas de milliers de Palestiniens-nes et d'Irakiens-nes).

## LE PRIX DE LA VICTOIRE

La situation est plus dramatique pour les « vainqueurs » pauvres comme l'Égypte et la Syrie. Certes, ces deux pays ont été « récompensés » pour avoir participé à la guerre pour libérer le Koweït et ils ont obtenu des annulations de dettes (un total de 14 milliards \$US pour l'Égypte, convertis en dons par les États-Unis et les pays du Golfe) et ils ont bénéficié de prêts à taux préférentiels. « La guerre du Golfe ne signifie pas que l'argent va couler à flots », déclarait le président égyptien Hosni Moubarak à l'issue de la guerre. L'aide internationale était conditionnelle à des réformes exigées par le Fonds monétaire international (FMI), « le Fonds de la misère », selon le mot du même Moubarak. Plus de 1,3 million de travailleurs-ses égyptiennes ont dû quitter le Koweït et l'Irak avant, pendant et après le conflit, ce qui se traduit par une perte pour elles-mêmes et pour l'Égypte de plus d'un milliard \$ qu'ils rapatriaient, bon an mal an. De plus, ce flot d'ingénieurs, d'économistes et d'agriculteurs-riche vient grossir la foule de chômeurs-ses déjà trop nombreuse. L'augmentation progressive des prix (le gouvernement ne veut plus provoquer d'émeutes qui, en 1977, avaient fait 44 morts et 600 blessés-es, en supprimant les subventions aux produits de base, comme l'exige le FMI), et une démographie galopante (la population de près de 60 millions de personnes augmente de un million tous les neuf mois) déstabilisent les pressions sur des pouvoirs publics incapables de faire face aux problèmes d'approvisionnements, d'emplois, d'infrastructures, de logements et de services comme la santé et l'éducation.

La guerre du Golfe n'a pas contraint les Égyptiens-nes à s'installer dans des cimetières pour atténuer la crise du logement, mais elle a contribué à la dégradation de la situation. Le problème de



PHOTO: DOMINIQUE AUBERT

**Dans un camp de réfugiés-es entre l'Irak et la Jordanie.**

### Enfants du Yemen.



PHOTO: CLUB AVENTURE

l'habitat se pose depuis longtemps en Égypte et l'occupation des nécropoles musulmanes date du début du siècle. Cette « Cité des morts » a été aménagée: les défunts-es sont déposés-es dans des caveaux au sous-sol, facilement accessibles, et les « maisons » (*houch*, en égyptien) ont une, deux ou plusieurs pièces. Les habitants-es ruraux-ales, dont un bon pourcentage est né dans ces cimetières, sont en majorité illettrés-es mais comptent aussi 0,6% de diplômés-es universitaires. 73% des plus de 15 ans travaillent comparé à 44,8% en ville. Les pouvoirs publics estiment que ces habitants-es de la Cité des morts « représentent un danger pour la paix sociale ». En réalité, ils ne sont pas plus dangereux que les habitants-es d'autres cités. Mais comme d'autres pauvres et exclus-es, ils peuvent être « recrutés » par les extrémistes (notamment religieux) et les contestataires de tous bords.

Du côté des « perdants », les Jordaniens-nes et les Palestiniens-nes se trouvent pénalisés pour n'avoir pas pu choisir leur camp. Gouvernée par un roi, la Jordanie a longtemps bénéficié des soutiens financiers et autres des monarchies et des émirats des pays du Golfe. Aujourd'hui, elle doit faire face à l'expulsion du Koweït de ses travailleurs-ses émigrés-es (plus de 350 000 Palestiniens-nes et Jordaniens-nes), ce qui la prive de ressources financières importantes et fait passer le taux de chômage à 30%. De plus, l'embargo contre l'Irak a compromis un commerce florissant (plus de 60% de ses échanges se faisaient avec l'Irak auquel elle vendait, entre autres, des denrées alimentaires).

### CRISE D'IDENTITÉ ET INTÉGRISME

La conséquence la plus marquante de la guerre du Golfe est cette crise d'identité et cette montée de l'intégrisme, pur,



PHOTO: LEVEN NERINCK

### Enfants d'Oman.

dur et violent que l'on constate un peu partout dans le monde arabo-musulman. Même dans les riches monarchies et émirats qui fondent pourtant leurs pouvoirs sur une vision fondamentaliste de l'islam, appliquant la *Chariâa*, la contestation religieuse prend de l'ampleur. Au Koweït, plusieurs manifestations étudiantes et autres ont protesté contre une circulaire du doyen de la faculté de médecine interdisant le port du voile aux étudiantes, ou pour dénoncer la banque centrale qui a émis des bons du trésor (ce qui est contraire aux principes de l'islam qui interdit la spéculation). Malgré plusieurs concessions du pouvoir (application de la *Chariâa*, interdiction de journaux jugés anti-islamistes, création d'un conseil consultatif), les islamistes ne désarment pas.

Ailleurs, dans les pays arabes « pauvres », les intégristes musulmans prolifèrent et font une véritable guerre civile aux régimes en place. En Égypte, berceau de l'intégrisme religieux contemporain, les intégristes ont pris les armes, multipliant les attentats contre les fondements économiques (tourisme), intellectuels (contre le prix Nobel de littérature Néjib Mahfoud, assassinat de l'universitaire Fodha, etc.) et humains (assassinat de personnalités de l'administration,

---

La conséquence la plus marquante de la guerre du Golfe est cette crise d'identité et cette montée de l'intégrisme, pur, dur et violent que l'on constate un peu partout dans le monde arabo-musulman.

---

de l'armée, de la police) d'un régime discrédité par sa participation à la coalition anti-irakienne. Comme en Algérie, l'extrémisme religieux est actif, particulièrement dans ces pays et d'autres dits «pro-occidentaux». Avec la guerre du Golfe et le traumatisme culturel qu'elle a déclenché, les tensions ont été exacerbées et des ruptures sont intervenues entre une partie de la population et les pouvoirs honnis.

### REDISTRIBUTION DES RÔLES POLITIQUES

À la veille du conflit armé, l'une des promesses faites par le secrétaire d'État états-unien, James Baker, était de trouver un moyen de distribution des richesses dans le monde arabe. C'est que l'une des raisons de l'instabilité politique de cette région est le déséquilibre entre des petits pays, relativement peu peuplés, faibles militairement et croulant sous la manne des pétro-dollars, comme l'Arabie Saoudite (15 millions d'habitants-es), le Koweït (600 000), les Émirats (moins de 500 000), Bahrein (500 000), Qatar (400 000) et d'autres pays «frères» (comme l'Égypte) à très fortes populations, puissants mais moins «chanceux» en rente pétrolière. Jusqu'ici, les pétro-monarchies faisaient du «clientélisme», finançant des projets par-ci et par-là, accordant des prêts, soutenant des causes. Mais cela était loin d'être suffisant, et les pays du Golfe ne s'attiraient pas la sympathie des populations offusquées par les frasques de certains princes au casino de Monaco ou dans les boîtes de nuit de Los Angeles. La guerre terminée, la promesse fut enterrée.

Pire: le Koweït, l'Arabie saoudite et les autres pays du Golfe, échaudés par l'attitude de certains pays frères «à risque», et pliant sous le fardeau financier de l'après-guerre, ont tendance au protectionnisme. Minimisant l'apport des forces arabes dans cette guerre, ils semblent se tourner vers les puissances occidentales pour assurer leur sécurité. D'où des tensions avec Le Caire et Damas.

### LA CAUSE PALESTINIENNE

À cela, vient s'ajouter la signature des protocoles de paix entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), et entre Israël et la Jordanie. La guerre du Golfe a amené les États-Unis à bouger et à déclencher le processus de paix. C'est la conséquence la plus positive de ce conflit. Mais comment cette paix est-elle considérée par les populations de la région? En septembre dernier, à l'occasion du Nouvel An juif, le chef de l'OLP, Yasser Arafat, achetait une *Tora*<sup>2</sup> vieille de 700 ans et l'offrait au premier ministre israélien Itzhak Rabin, lequel ne fit aucun geste de réciprocité. C'est ainsi qu'est appréhendée la paix israélo-palestinienne par toutes celles qui s'y opposent: après avoir brisé l'Irak, seule puissance pouvant inquiéter Israël, les États-Unis ont contraint les Palestiniens de l'OLP à faire toutes les concessions, les Israéliens ne cédant que sur des miettes sans importance. D'où le succès des mouvements islamistes comme le *Jihad* islamique et surtout *Hamas* (mouvement créé il y a six ans, qui était marginal mais qui a pris du poids après la guerre du Golfe) dont les activités se sont multipliées, avec la complaisance d'une partie de la population, de plus en plus déçue par une paix dont elle attend les «bienfaits».

2. Le livre saint des Juifs-ves.



PHOTO ALFRED YAGHOZADEH

Dans le passé, les États de la région partageaient, malgré les dissensions, leur soutien à la «cause palestinienne». On peut même dire qu'elle servait de lien entre les États arabes, leur conférant un semblant d'unité. Certains régimes utilisaient cette cause pour justifier leur dictature et leurs décisions arbitraires. Pour certains maintenant, comme la Syrie, l'Irak ou les pays du Golfe, gérer la paix est plus difficile que l'état de guerre latente dans lequel a vécu la région durant près de 50 ans: les lourds budgets militaires seront moins justifiables et il n'y aura plus d'excuses pour priver les populations de liberté et de démocratie.

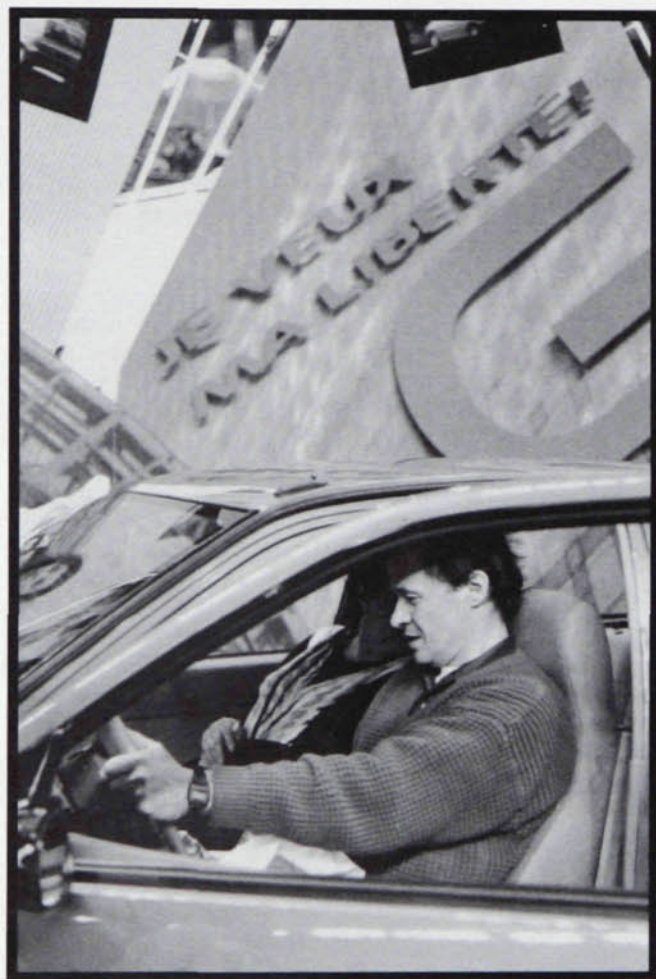
Les foyers chroniques de tensions sont toujours présents: l'antagonisme entre les pays arabes et l'Irak; certains problèmes frontaliers (dont ceux entre l'Irak et le Koweït); la question de répartition de l'eau, si rare dans la région, et qui touche pratiquement tous ses pays; la répartition des richesses; la situation des minorités (kurdes, chiïtes) et les inégalités sociales; et par-dessus tout, l'intégrisme, qui se nourrit de toutes les situations d'injustice et de frustrations qui en découlent. Celles engendrées par une paix bâclée ne seraient pas des moins graves.



PHOTO KARIM SAHEB, AFP

# LE CULTE DE L'AUTOMOBILE: TOUCHER N'EST PAS ROULER

PHOTOS: BERNARD JEAY  
TEXTE: HAMID LAÏDAOUI



Toujours en quête de mobilité et de maîtrise de la vitesse, l'Homme est passé du teuf-teuf à vapeur au bolide Formule 1 en moins de 50 ans. Il a créé un cheval d'acier pour cracher le feu et faire la nique aux diligences.


L'obscur objet du désir, selon l'expression de Marie-Michelle Poisson (*Contretemps*, n° 16, printemps 1989), a pris tellement de place dans nos moeurs qu'il est devenu synonyme de réussite, de virilité, de puissance. Son utilité sociale et sa commodité cèdent la place à son omniprésence et son imposition dans notre quotidien de manière agressive ou subliminale.

Cauchemar des piétons et des cyclistes, elle est devenue le cauchemar des mal-logés, puisque la seule autoroute Ville-Marie a expulsé plus de 10 000 locataires, et que près de 50% de la superficie du centre-ville lui sont consacrés en termes de stationnements, de rues, de garages.

Elle est devenue la cause première de l'endettement des Québécois-es. Elle est responsable d'une grande partie du smog, cause première des maladies respiratoires ainsi que de l'ozonisation des forêts et des cultures.

Enfin, la divine bagnole a «rendu la grande ville inhabitable. Elle l'a rendue puante, asphyxiante, poussiéreuse, engorgée au point que les gens n'ont pas envie de sortir le soir. Alors, puisque les bagnoles ont tué la ville, il faut davantage de bagnoles encore plus rapides pour fuir sur des autoroutes vers des banlieues encore plus lointaines. Impeccable circularité: donnez-nous plus de bagnoles pour fuir les ravages que causent les bagnoles» (André Gortz).

En publicité, l'automobile a atteint le stade suprême de l'aliénation dans ce sens qu'elle n'est plus considérée comme un moyen de transport, mais comme la principale matérialisation de la conception du bonheur. Béatifiée et vénérée comme un objet de culte, elle façonne l'urbanisme selon ses propres besoins.

Tout nouveau quartier est construit en fonction de deux espaces clos, l'un immobile, l'autre mobile: le confort chez soi, et la voiture. 



De gauche à droite : Raymond, camelot, Roger Hébert, stagiaire en service social et Alain, dit Alcatraz, camelot.

**A**lain, alias Alcatraz, camelot du journal *L'itinéraire*, affirme: «J'chus plus un itinérant. J'ai gradué en vendeur itinérant.» Un de ses confrères camelots affirme: «Un mois à vendre le journal, ça vaut mieux pour moi que quatre mois et demi de thérapie.» Au moment où on l'approche pour qu'il devienne vendeur, un autre s'écrie: «T'arrives à temps le grand parce que je m'en allais faire une passe.» Le journal *L'itinéraire*, premier journal de rue à Montréal, aide des sans-abri et des sans-emploi à se faire un revenu d'appoint par un autre mode que la mendicité.

Le journal *L'itinéraire*, situé rue Ontario Est à Montréal, est une initiative du Groupe communautaire du même nom. Celui-ci a été mis sur pied en 1989 par des usagers-ères du Centre Préfontaine de Montréal, spécialisé dans le traitement de l'alcoolisme et de la toxicomanie. La clientèle du Groupe communautaire *L'itinéraire* s'est déjà dotée d'un café-rencontre, d'un Comité des finances et d'un autre voué à la défense des locataires en OSBL d'habitation.

Au début, le journal *L'itinéraire* a pris la forme d'un bulletin de liaison entre les usagers-ères des diverses ressources du milieu de l'itinérance. En juin 1993, dans le cadre d'une campagne de sensibilisation, a paru une édition spéciale. Le 24 mai 1994, on lançait l'édition régulière.

Au début, une difficulté a souvent confronté les vendeurs-ses. Leur trop grande concentration dans un rayon de quelques pâtés de maison a suscité des remous chez les gens sollicités à plus d'une reprise. De même, l'intervalle de deux mois qui s'écoule entre chaque parution ne permet pas de satisfaire les lecteurs-rices les plus à l'affût de nouveautés. La restructuration en cours du réseau de distribution devrait permettre aux camelots de répondre aux attentes du public acheteur. Les 35 camelots sont maintenant répartis en équipes comprenant au plus cinq personnes. Chaque camelot a désormais un «territoire» délimité.



PHOTO COURTOISE L'ITINÉRAIRE

## LE JOURNAL L'ITINÉRAIRE: UNE ENTREPRISE SANS-ABRI

PIERRE HAMEL

### LES RESSOURCES

*L'itinéraire* offre à son personnel une formation de premier ordre. Les employés-es ont accès à un équipement sophistiqué, ordinateurs Macintosh et scanner inclus. Formation et équipement technique ne riment toutefois pas avec spécialisation et parcellisation des tâches. Alain Demers, chef de pupitre, affirme: «Ça me donne la chance de faire quelque chose que je ne pourrais pas faire dans un autre journal. Ça me permet d'avoir une vue d'ensemble et de tâter un peu de tout.»

Actuellement, le journal bénéficie d'une subvention du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) qui couvre les frais d'impression de six numéros à être publiés pendant l'année en cours. Des fonds, via les mesures Extra, permettent de recruter du personnel pour les principaux postes. La formation

**La réceptivité du public tant à l'égard des camelots qu'à celui du produit est bonne. En majorité des résidents-es du Plateau Mont-Royal et du Centre-Sud, les lecteurs-rices témoignent de l'intérêt. Ils-elles téléphonent et écrivent en grand nombre. Le journal publie chaque mois quelques-unes de ces lettres. S'intéressant surtout aux camelots mais aussi aux idées véhiculées, les lecteurs-rices s'enquière de la prochaine parution. «Rarement des propos réprobateurs», note Danielle Trussler.**

technique du personnel est assurée par cette même subvention du Ministère.

Dans un milieu où la toxicomanie est omni présente, les conflits générés par le choc des sensibilités, ceux provoqués par une certaine instabilité émotive, de même que les rechutes toujours possibles, sont gérés collectivement au niveau de l'équipe. Serge Lareault, rédacteur en chef, affirme: «Contrairement à la pratique courante dans les entreprises où ces phénomènes restent largement cachés, le personnel de *L'itinéraire* peut parler ouvertement de ces choses. Personne ici n'a à vivre son problème dans l'ombre.»

## SE RECONNAÎTRE

Un bon truc du métier: se mettre au fait. Ainsi, d'après Jean-Pierre: «Pour vendre *L'itinéraire*, il faut pouvoir parler de son contenu.» Les camelots s'intéressent à leur journal. Ils-elles constituent le lien entre la rédaction et le public lecteur.

Décidant librement de leur horaire et, par ricochet, de leur revenu (et aussi de la façon d'en disposer), les camelots sont dans les faits des travailleurs-ses autonomes.

Un trait commun se retrouve chez la plupart des camelots. Ils-elles ont développé un sens de l'appartenance qui s'explique difficilement par les seuls avantages pécuniaires. Brisé par l'émotion, Lucien exhibe le texte écrit par une amie et qu'il aimerait bien voir publié par *L'itinéraire*.

D'autres reconnaissent comme étant des leurs les auteurs-es de certains articles ou, tout simplement, les gens aperçus en photos à la une ou dans les pages intérieures. Affairée à la vente, Marie-Rose mentionne: «Ces photos-là me montrent des gens que je connais bien.» Selon Roger, personne-ressource à la distribution: «Aux yeux des camelots, le journal représente ce qu'ils-elles voudraient dire.» Propos corroborés par Yvon: «Tout ce dont on parle dans ça, je l'ai vécu.» ☺

Le journal *L'itinéraire* est différent de tous les autres journaux de rue à travers le monde. À cet égard, Danielle Trussler, coordonnatrice, rappelle que *L'itinéraire* est le seul à être presque entièrement conçu et produit par des ex-itinérantes. *The Big Issue* à Londres, *Le Réverbère* à Paris, *Macadam Journal* à Bruxelles, *Street News* à New York, *The Outrider* à Toronto, *Spare Change* à Vancouver, et plusieurs autres ont en commun un même objectif. «Aider les personnes itinérantes à s'aider elles-mêmes.» Cependant, la plupart de ces journaux fonctionnent comme une entreprise à but lucratif. Seule la distribution en est confiée à des sans-abri. Les concepteurs-rices et les rédacteurs-rices du magazine *Big Issue*, l'un des plus prospères, sont tous-tes des travailleurs-ses qualifiés-es. Le tirage est de 100 000 exemplaires chaque semaine. La publicité représente 60% de son chiffre d'affaires qui approche les 6,5 millions \$ annuellement. Au cours de son dernier exercice financier, le magazine britannique a réalisé quelque 200 000\$ de profits qui ont été réinvestis dans des projets et programmes communautaires.

L'éditeur de *Big Issue*, John Bird, et la coordonnatrice, Lucy Russell, ont rencontré à Montréal, à l'automne 1993, l'équipe de *L'itinéraire*. La différence d'approche entre les deux médias a été discutée. Les deux s'entendent sur la rentabilité à atteindre. Mais ils divergent sur la façon d'y arriver. Alain Demers, alors rédacteur en chef de *L'itinéraire*, s'en est ouvert: «M. Bird croit que si nous ne sortons pas de l'esprit du com-



munautaire pour aller véritablement en «affaires», on n'y arrivera jamais.»<sup>1</sup>

«À la base du journal *L'itinéraire* se trouve notre groupe communautaire, nos membres, nos objectifs», souligne la coordonnatrice. Elle poursuit: «Dans l'esprit de John Bird, il s'agit d'éliminer l'itinérance en donnant un revenu aux sans-emploi. Pour nous, c'est la défense des droits des personnes itinérantes et alcooliques toxicomanes qui nous préoccupe.» On ne peut pas régler d'un seul coup le problème de l'itinérance à Montréal. Mais on peut au moins mettre un journal à la disposition des sans-voix. Après, on verra à travailler sur la «grosse» itinérance. ☺

<sup>1</sup> Voir, 28 juillet au 3 août 1994.



## NOS VOISINS-ES SONT-ILS-ELLES RELIGIEUX?

Dans un livre fascinant, *One Nation Under God*, publié récemment par les éditions Harmony Books, les auteurs Barry Kosmin et Seymour Lachman font état de la plus grande enquête réalisée à ce jour sur les croyances religieuses de nos voisins-es du sud. La *Graduate School* de la City University de New York a rejoint 113 000 personnes en 1990 dans son *National Survey of Religious Identification* (NSRI). Seulement 7,5% des répondants-es se sont dits «sans religion», alors que 2,3% ont refusé de répondre.

Ce qui surprend à première vue, c'est le lien entre l'origine ethnique et la religion. L'enquête révèle que contrairement aux stéréotypes, la plupart de nos voisins d'origines irlandaise et française ne sont pas catholiques mais bien protestants, alors que ceux d'origine arabe ou asiatique sont d'abord et avant tout chrétiens et non pas musulmans. Par ailleurs, chez les différents groupes d'âge, le catholicisme est deux fois plus populaire chez les jeunes que chez les plus âgés. Deux raisons expliquent ce phénomène. D'abord, l'immigration massive de jeunes catholiques (surtout latino-américains) et le fait que plusieurs personnes chez les 50 ans et plus ont quitté l'Église catholique.

La plupart des répondants-es se sont identifiés à la culture chrétienne (86%). Parmi ceux-ci, les deux groupes les plus importants sont les catholiques (26%) regroupés principalement dans les États du nord-est et les baptistes (19%) qui vivent dans le sud. Les juifs-ves comp-

tent pour 2,2% de la population et se retrouvent surtout sur la côte est dans le corridor Boston-Washington, en Floride et en Californie. Quant à eux, les musulmans-es, bouddhistes et hindous représentent chacun moins de 0,5% de la population. Kosmin et Lachman notent que 78% de nos voisins-es vivent dans un ménage ayant une seule religion. Toutefois, le phénomène des mariages mixtes, de plus en plus présent, amène la «protestantisation» et uniformisation de toutes les religions aux États-Unis. Les valeurs dominantes sont l'individualisme, l'ambivalence face à l'autorité et le consumérisme, ce qui fait dire aux auteurs qu'une «religion civile» est en train de voir le jour. En fait, c'est surtout l'Église catholique qui est la grande perdante ici. Moins de 10% de ceux qui changent de religion joignent les rangs de l'Église catholique, alors que plusieurs la quittent. Les mariages inter-religieux inquiètent aussi nos voisins de religion juive. Depuis 1985, 52% des juifs aux États-Unis se marient avec quelqu'un-e d'une autre religion. Face à un tel phénomène, Mgr



PHOTO YASUHIRO ISHIMOTO

Donald Beckman de Long Island déclarait récemment au *New York Times* que «les chrétiens se doivent d'être conscients de la grande inquiétude des juifs de perdre leur religion, leur tradition.» Depuis 1957, le nombre de juifs vivant dans un ménage ayant une seule religion a diminué de 25%; chez les catholiques, la chute est de 9%.

Le lien religion-politique est aussi mis en lumière par les auteurs de *One Nation Under God*. Par exemple, George Bush a été élu en 1988 parce qu'il a pu compter sur 80% des votes des fondamentalistes blancs et protestants et 60% du vote protestant. En 1992, Bush a perdu une partie importante du vote protestant et a aussi perdu les élections. Traditionnellement, les protestants-es votent pour les républicains et les catholiques pour les démocrates. Bien que cela reste vrai, les nuances sont de plus en plus importantes. Par exemple, les catholiques blancs (sauf ceux d'origine irlandaise) votent maintenant en majorité pour les républicains, alors que les noirs protestants votent pour les démocrates.

Bien que Kosmin et Lachman montrent que la religion tient toujours une place de choix chez nos voisins du sud, leur livre tend aussi à démontrer que la sécularisation de la société occidentale continue de progresser.

### PROFIL RELIGIEUX DE QUELQUES VILLES

Los Angeles métro	8,9 millions	C 35,0%	N 12,8%	B 11,9%
Ville de New York	7,3 millions	C 43,4%	J 10,9%	B 10,7%
Dallas-Forth Worth métro	3,9 millions	B 38,1%	A 13,2%	C 12,6%
Miami-Fort Lauderdale	3,2 millions	C 34,0%	B 16,2%	A 8,8%
Chicago	2,8 millions	C 38,6%	B 24,7%	N 7,9%
Philadelphie	1,6 million	C 37,1%	B 25,9%	A 8,0%
San Francisco métro				
Marin-San Mateo	1,6 million	C 33,5%	N 20,1%	A 11,6%

A: protestants B: baptistes C: catholiques J: juifs N: pas de religion

Source: *The Christian Science Monitor*, 10 janvier 1994, p. 11.

**POSTES DE COOPÉRATION  
DISPONIBLES**

- **EN THAÏLANDE**  
coordonnateur ou  
coordonnatrice de campagne  
pour un organisme  
travaillant sur les droits de  
la personne
- **AU BURKINA FASO**  
conseiller ou conseillère en  
communication pour un  
organisme travaillant sur les  
droits de la personne
- **AU PÉROU**  
assistant ou assistante à la  
formation pour un organisme  
travaillant principalement  
dans le milieu syndical
- **AU TOGO**  
conseiller ou conseillère en  
communication pour un  
organisme qui chapeaute les  
ONG en poste au Togo

*Intéressé-e ?*

**une organisation non-gouvernementale qui croit  
que les choses doivent changer :**

**CUSO**  
**QUÉBEC**

**Nous voulons servir de lien, bâtir et consolider des alliances  
avec nos partenaires d'ici et d'ailleurs autour des enjeux  
fondamentaux pour la justice sociale.**

**Cet objectif de solidarité et de justice sociale qui est le nôtre  
nous amène à réagir face à la montée des politiques néo-  
libérales d'ajustements structurels et de libre-échange.**

**Nous en sommes donc à redéfinir notre rôle dans les années  
futures. Un travail que nous n'avons pas la prétention de faire  
seuls : nous avons entrepris un vaste processus de réflexion et  
de consultation auprès de nos partenaires, qui s'étendra  
jusqu'en avril prochain.**

**Si vous voulez plus d'information sur cette démarche,  
contactez-nous au bureau montréalais de CUSO :**

CUSO Québec  
1600, avenue de Lorimier  
bureau 380  
Montréal H2K 3W5  
Tél. : (514) 528-8465  
Télécopieur : (514) 528-1750

**LA  
RECETTE  
DU  
BONHEUR  
C'EST...**

*des emplois de qualité.*

